

■ JOURNAL D'EXPRESSION LIBERTAIR

# IRL 29

5<sup>F</sup>  
RE MENSUEL

ETE 1979



EXCLUSIVITE !

COMMUNIQUE

**APPEL POUR LA CONSTITUTION  
A LYON D'UN COMITE DE SOUTIEN  
AUX OBJECTEURS DE  
CONSCIENCE AUXQUELS ON A  
REFUSE LE STATUT.**

Depuis novembre 1978 la commission juridictionnelle du Ministère de la Défense refuse les demandes de statut formulées collectivement de manière stéréotypée.

200 objecteurs (dont 10 lyonnais) se sont vus refuser le statut alors que la commission en a accepté 500 formulées dans des termes identiques à la suite d'une lutte de deux ans (71-73) et d'un arrêt du Conseil d'Etat reconnaissant la validité de ces demandes.

Tous les objecteurs dont la demande a été examinée se sont vus notifier un deuxième refus et certains d'entre eux sont insoumis depuis le premier avril dans l'attente d'un recours en Conseil d'Etat (qui n'est pas suspensif de l'incorporation). D'autres seront insoumis au 11 juin, d'autres au premier aout etc.

**ILS RISQUENT 2 ANS DE PRISON**

Pour soutenir les objecteurs dans leur lutte pour le droit à l'objection, une première réunion a fixé un certain nombre de tâches :

- intensifier la popularisation déjà entamée, par les moyens suivants :

- \* diffusion de la lettre de soutien
- \* popularisation par divers moyens (affichage, presse, tracts etc...)
- \* soutien financier CCP 5466 04 H LYON

- préparation d'une riposte immédiate à d'éventuelles arrestations :

- \* préparation de la transgression de l'article 128 du code pénal par des personnalités locales ou nationales (l'article 128 du code réprime toute personne ayant sciemment hébergé un insoumis)
- \* préparation d'un affichage immédiat à la suite d'une arrestation.
- \* préparation d'une action de pression sur l'armée et le ministère de la défense sur le lieu d'incarcération.
- \* information des médias en parallèle aux autres actions.

Afin d'être prêt à riposter rapidement, le Comité de Soutien devra constituer un réseau de groupes ou d'individus qui, même s'ils ne se rencontrent pas régulièrement sont prêts à réagir en cas d'arrestation.

# HOLOCAUSTE

Au début du mois de mars, la télévision a diffusé Holocauste, un film sur les camps nazis et le massacre des juifs. A la suite de ceci, des membres du Collectif Libertaire et du GARM de Lyon décidaient de faire une affiche portant le même nom, dans le but de rappeler que les massacres n'étaient pas l'exclusivité des nazis, mais plutôt l'exclusivité des militaires et des policiers de tous les pays. Au bas de l'affiche, une phrase seulement :

Derrière chaque uniforme se cache un bourreau, et dans une bulle : Abas toutes les armées.

Le reste c'est des photos, cf.p. 16 . . . Cette affiche n'a pas plu au Ministère de la Défense

puisqu'il a déposé une plainte pour injure à l'armée, contre le Collectif Libertaire et le GARM. Personne ne s'est rendu aux convocations des flics, étant donné que personne n'était nommé convoqué. Le problème est que les flics ont alors convoqué l'imprimeur, et que c'est lui qui risque de se voir désigné comme responsable. Il a été alors décidé aussitôt qu'il fallait trouver le plus grand nombre possible de gens prêts à dire qu'ils sont auteurs de cette affiche. En effet, si une personne seulement se porte responsable, chaque fois que le Collectif Libertaire ou le GARM feront quelque chose, cela lui retombera dessus immédiatement. D'autre part, s'il y a procès, il sera beaucoup plus facile de défendre les inculpés (que les flics choisiront dans la liste des signataires) qu'une personne. Il sera également plus facile de dénoncer ce procès au niveau de la presse. c'est pour cela que nous vous demandons de signer le texte ci-joint.

Et de le renvoyer, soit au GARM c/o CEP BP 6  
Saint-Jean 69 245 LYON Cédex 1

soit au Collectif Libertaire  
13, rue Pierre Blanc 69 001 - LYON

Vous pouvez contacter les objecteurs aux adresses suivantes:  
GARM, permanence tous les mercredis de 19 heures à 21 heures au CEP 44 rue saint George, Lyon 5<sup>ème</sup>, tel: 37 42 77

FEDO, permanence tous les mercredis de 17 heures à 19 heures au local du 68 rue Mercière 69002 Lyon tel 92 80 51

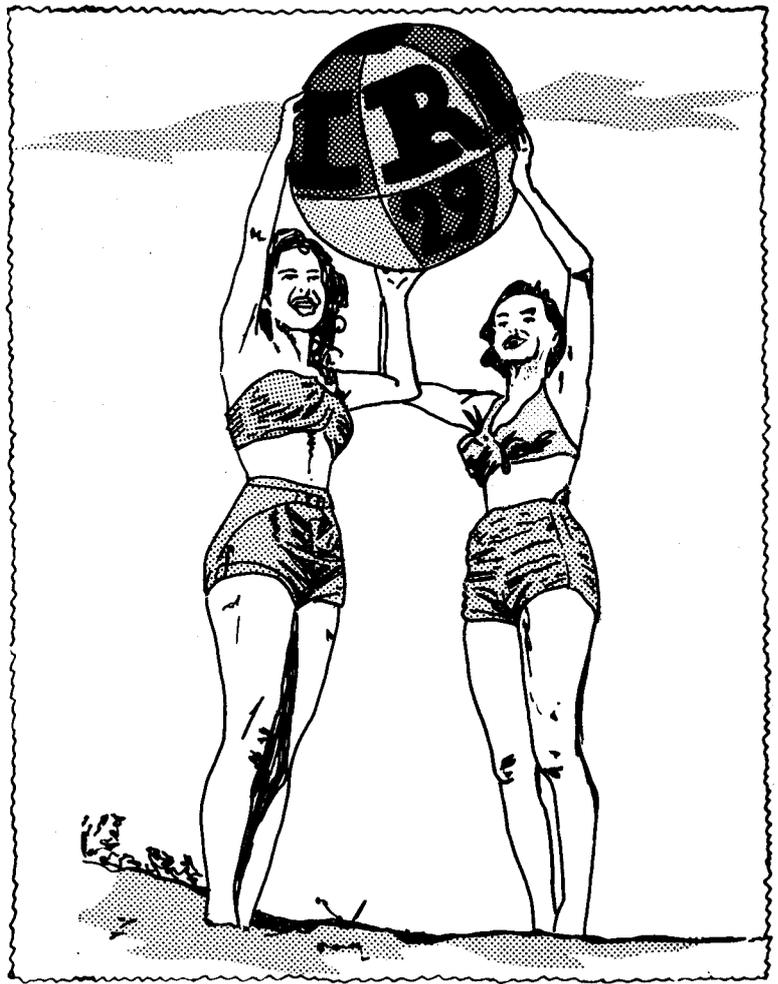
Prochaine réunion: mercredi 20 juin à 20H 30, au 68 rue Mercière 69002 Lyon.



Trouvé dans "POBLE D'OC"

envoyez~  
nous  
des  
cartes  
postales

~irréel~



**O**uf, on est arrivé à tenir jusqu'aux vacances. Depuis octobre 1978, date à laquelle on est passé mensuel, on a tiré 9 numéros: objectif atteint. Ils sont parus à date régulière ( autour du 15 de chaque mois ), sauf le numéro que vous avez entre les mains



Pour la rentrée, on aura certainement plein de choses à vous raconter. On fera aussi une AG extraordinaire d'IRL où vous êtes tous conviés à participer le 15 16 septembre probablement. Cette réunion fixera les objectifs pour 1980 ( à quand un plan quinquennal ! ): est-ce qu'on continue mensuel, avec quelles structures, etc...On fixera aussi le nombre d'abonnés pour fin juin 1980 à 2 millions, pour faire chier le PC!

Point suivant «.»

Le fric ( c'est chic! ). De ce côté ça va pas trop mal. Mais ça pourrait aller mieux. On a toujours un numéro de retard en paiement, et, de fait, aucune avance de trésorerie. Ce qui n'est pas sain du tout. S'il nous arrive couacque ce soit, une merde du genre le procès que l'on va faire à Paolo Goegan ( cf IRL No 27 et 28 ), et bien, on bouffe la culotte ou on ne boit plus de bières pendant quelques heures ( NDLR ). Alors, et on

ne vous le répètera jamais assez, la seule solution c'est l'ABONNEMENT ( pour la révolution, on verra plus tard . Des fois qu'il vous viendrait à l'idée d'abolir l'argent! Bonne mère, rien que d'y penser, j'en ai des frissons dans le dos! ). S'abonner, c'est soutenir IRL, mais c'est aussi le recevoir régulièrement.

Envoyez nous des articles, ça nous intéresse, et n'oubliez pas qu'on a en préparation pour la rentrée un dossier sur l'éducation libertaire. Alors, n'hésitez pas à nous envoyer vos témoignages, ou vos états d'âmes!

Pour ce qui est de la diffusion, ça serait sympa si vous aidiez à diffuser régulièrement IRL dans votre coin. Pour cela, contactez nous vite. On peut finir le texte par les slogans que vous devez apprendre cet été.

- S'ABONNER A IRL C'EST FAIRE PREUVE D'UN GRAND ESPRIT REVOLUTIONNAIRE.
- DIFFUSER IRL, C'EST AIDER LA REVOLUTION EN MARCHÉ.
- PARTICIPER EN ECRIVANT DES ARTICLES, TEL EST LE BUT QUE DOIT SE FIXER LE REVOLUTIONNAIRE.
- SI VOUS CONTINUEZ ENCORE A ME FAIRE CHIER AVEC DES SLOGANS PAREILS, JE M'ABONNE A L'HR.
- JE VOUS FAIS DES GROSSES BISES.
- ET A BIENTOT: A LA RENTRÉE.
- JEAN-MARC ( HUM, LE PLUS BEAU SLOGAN ).

# L'ETAT EN COUR DE SURETE

21 nationalistes corses devant le tribunal spécial

**I**nculpés pour association de malfaiteurs et atteinte à l'intégrité du territoire, 21 indépendantistes corses, membres présumés du Front de Libération National de la Corse (FLNC) sont jugés depuis le 14 juin par la Cour de Sureté de l'Etat. Au tribunal spécial, en effet, revient la compétence pour des nombreuses actions commises entre les mois d'octobre 76 et mai 78 tant en Corse que sur le territoire métropolitain et revendiquées par le mouvement séparatiste clandestin. L'éventail des inculpations est complété par le crime de haute trahison, de récel d'armes, d'explosifs et de munitions.

Une première constatation s'impose: des 45 arrêtés au cours de la dernière année, 21 seulement passent en procès maintenant. Il y a eu une disjonction de l'affaire, bien que le chef d'inculpation soit à peu près le même pour tous. Histoire de faciliter la répression.

Il y a tout juste un an qu'une grande rafle de la police à la veille de la visite de Giscard dans l'île permit d'arrêter la plupart des militants corses aujourd'hui sur le banc des accusés. Leurs conditions de détention, éparpillés comme ils sont dans les différentes prisons de la région parisienne, montre la volonté de l'Etat de briser l'unité et la solidarité entre les inculpés en leur rendant difficile l'élaboration d'une ligne défensive commune alors qu'ils ont décidé d'assumer la responsabilité collective de toutes les actions signées par le FLNC.

Durant le procès, de nombreux comités de soutien poursuivent l'information sur les méfaits des colonialistes français dans l'île, la mobilisation d'une (grande) partie de la population contre la présence et les « bavures » des diverses troupes d'occupation (CRS, Gendarmerie, Légion Etrangère) pour la libération des inculpés, la dissolution de la Cour de Sureté de l'Etat.

Si, dans son ensemble, la lutte des indépendantistes corses contre l'Etat français et ses instruments et ses moyens de domination nous concerne tous et nous trouve solidaires, on ne peut pas partager l'esprit, l'idée, d'une lutte qui vise à l'indépendance de la Corse, mais se limite dans sa portée, par son caractère nationaliste.

Il importe surtout de mettre en évidence le dessein étatique du régime giscardien qui concerne les inculpés du FLNC, mais aussi tous les opposants aux institutions qui régissent nos exploitations quotidiennes.

Instituée par deux lois du 15 janvier 1963, la Cour de Sureté de l'Etat devait démontrer l'incapacité de l'Etat français et l'inadaptation de son organisation judiciaire à faire face aux infractions qui portaient atteinte à sa sécurité et cela en utilisant les voies juridictionnelles ordinaires. On était au temps de la guerre d'Algérie, de la fin « officielle » du colonialisme français.

La Cour, véritable tribunal militaire camouflé, siège pour juger les 21 militants du FLNC qui comme les militants du FLN sont inculpés d'association de malfaiteurs et d'atteinte à l'intégrité du territoire national.

## Les nuits bleues: cibles et buts.

L'attaque contre le relais hertzien de Fort Lacroix dans la nuit du 25 au 26 mars 1977, les nuits bleues de l'été 1977 en Corse, le plastiquage du rémetteur de télévision de SERRA DI PIGNO en aout 77 sont parmi les charges qui sont retenues contre les clandestins du FLNC.

En ce qui concernent les cibles, on doit reconnaître que les militants du FLNC ne sont pas des terroristes, comme l'on veut nous le faire croire. Ils ne visent pas n'importe qui ni n'importe quoi, ils ne tuent pas: Ils détruisent des cibles choisies, des biens immobiliers, des centres du pouvoir militaire et économique. En Corse, des attentats ont frappé des gros propriétaires agricoles, des banques, des agences touristiques, des entreprises. Sur le « continent » les nuits bleues de dernière heure: 16 juin, ont fait sauter la préfecture de l'île de France (XVème) à Paris et à Caen, la salle des ordinateurs du siège social du groupe Promodes. Lors du procès du 14 juin, les différentes initiatives entreprises par les militants du FLNC, ont permis de préciser le but de la lutte nommée tant sur le plan de l'action que de la réflexion. Mercredi 13 juin, conférence de presse d'un groupe clandestin, vendredi 15 lecture par Jean Paul Roesch, au nom des 21 d'une déclaration commune lors de la deuxième journée d'audience: Ils reviennent pour l'occasion, sur leurs positions par rapport pas seulement à leur lutte à eux, strictement corse, mais en même temps touchent des questions qui nous touchent tous. J'entends par là, l'ensemble des problèmes et des solutions qui s'imposent à la violence, clandestinité, procès, solidarité internationale, institutions et répression.

**Violence.** « La voie de la légalité est bloquée et la violence est nécessaire à notre combat ». (conférence de presse du 13 juin).

D'une conception de la violence absolument pas gratuite mais tout à fait fondée sur l'état de nécessité, sur l'état de légitime défense, pourquoi ne dénoncent-ils pas la violence de la légalité, sans se borner - il est vrai: toute nation a des frontières - à s'opposer la seule violence de l'illégalité? La légalité est violence; l'état est la source de la vexation. On peut douter qu'une fois instaurée, leur légalité, la violence y demeurera nécessaire pour la combattre. Car, la violence ne peut jamais se donner ou se couvrir du manteau de la légalité, elle s'exprime de même qu'elle témoigne de la volonté des exploités de sortir de leur condition.

**Clandestinité.** Sur son caractère obligatoire, eu égard à l'Etat... corse des choses et étant donnée l'illégalité du rapport de force, aucun problème... Mieux vaudrait, toutefois, poursuivre et élargir l'illégalité de masse, dont la pratique à Ajaccio au début du mois de juin a imposé le rapatriement de la 47ème compagnie de CRS.

**Procès.** Moment important, mais signe de faiblesse. Il n'est pas facile de les transformer en procès contre l'

Etat, français pour l'occasion, dans la mesure où, dans le but de se défendre, on est amené à chuter sur le terrain de la légalité...

Solidarité internationale. Des organisations combattantes, telles que les Brigades Rouges italiennes ou la GRAPO espagnol: des gens sincères. Et basta? Certainement, elles ne sont pas soutenues par le peuple. Il y a là une distinction de fond par rapport aux combats menés la l'ETA, l'IRA, et bien entendu, le FLNC.

**Institutions.** On peut, ici et là; remarquer des « flirts » avec les forces de la gauche institutionnelle. Pas vraiment révolutionnaires la vingtaine d'associations qui se sont mobilisées lors de l'ouverture du procès. Nationalistes de gauche, ils se proclament, dans le rejet de toute forme d'exploitation, soit-elle colonialiste et/ou insulaire. On peut douter que l'inter/nationalisme qui les caractérise amène à la réalisation de cette « société dynamique et en perpétuelle évolution » qu'ils revendiquent. L'inter-classisme qui alimente nombres de militants corses mais pas de nature à impulser leur r/évolution. En effet, dans la cage de la Cour de Sûreté de l'Etat on a bien pu remarquer un véritable échantillon de la population corse: de l'étudiant au CRS... Tous les militants corses qui luttent pour la Corse: Les limites du patriotisme...

Promesses, visites officielles réformes: Une façade de la politique gouvernementale. De l'autre, la vraie répression les troupes d'occupation, les tribunaux spéciaux. Des gens passent à l'action, surtout après 1975. Impasse oblige. En effet, l'enseignement majeure que l'on peut tirer de la lutte des indépendantistes corses c'est, justement, cette capacité cette détermination de passer à l'action.

#### L'ordinaire de l'exception.

Sans doute, le moment exceptionnel de la justice française ne s'arrête pas à la Cour de Sûreté de l'Etat. Pendant le procès des 21 corses, quelques dizaines de jeunes

pourrissent en prison, ôtages d'une répression de régime qui, entre une « erreur » de justice et une « bavure » policière, entre St Lazare et rue de Passy, en passant par le 23 mars et le premier mai frappe en utilisant la particulière et redoutable combinaison judiciaire de la procédure de flagrant délit jointe à la loi anti-casseurs. La dépersonnalisation de la responsabilité pénale avec la volonté ferme du pouvoir de se montrer inébranlable. Le siège d'une juridiction d'exception permanente est acquis. Tribunaux ordinaires tels que la Xème chambre correctionnelle du tribunal de Paris ou Cour de Sûreté de l'Etat, c'est l'état même qui se retranche dans ses cours de sûreté dont les frissons donnent le ton à la campagne d'ordre giscardien (1).

Lors de la cérémonie de nomination des nouveaux juges appelés à siéger à la Cour de Sûreté de l'Etat, Mr Peyrefitte, n'a-t-il pas envisagé de déférer autonomes, « casseurs », divers opposants à ce tribunal spécial? En attendant, les 5 jeunes de la rue de Passy ont été inculpés d'association de malfaiteurs.

A l'heure de la Cour de Sûreté de l'Etat, il importe d'accorder notre soutien aux militants corses, à la lutte pour la libération des emprisonnés et la suppression des juridictions d'exception, sans toutefois arriver à cautionner une lutte nationaliste qui nous reste étrangère.

P.P. Goegan

*(1) En tant qu'anarchiste, je tiens à confirmer que d'éventuels « meurtriers de juges » s'incitent tous seuls en dehors de toute (néfaste?) influence d'auteurs d'articles (voir l'inculpation de Mr July, directeur de Libération, criminalisé pour un article paru dans le numéro daté 12/13 mai. ).*

*Il me reste à souligner la démarcation qui sépare et distingue d'éventuels instigateurs et les exécutants de la justice: d'un côté la récompense; de l'autre le « motu proprio », idéal.*



# De

# la

# répression



DE LA TRILATERALE AU TERRORISME  
VIA LES MINORITES NATIONALES

## Historique de la trilatérale

1964 : parution de « political power USA—URSS » de Brezezinsky et Huntington, sur les problèmes de convergences existant entre les deux systèmes.

1968 : série d'article dans « Encouter » ( financé par la CIA ) de Brezezinsky.

1970 : parution de « between two ages », sous-titré « la révolution technocratique » de Brezezinsky, étude sur l'irruption du pouvoir technologique et les bouleversements que cela induit.

1977 : Carter, président des USA prend comme principal conseiller le dénommé Zbignew Brezezinsky.

1973 : fondation de la Commission Trilatérale par les capitaux David Rockefeller ( sept sociétés pétrolières, chase Manhattan Bank, deux compagnies d'assurances, etc... ), président de la commission : Brezezinsky.

1975 : collaboration entre la commission Trilatérale et l'institut Atlantique.

Buts de la trilatérale : recherche du profit maximum du côté des entreprises occidentales par le biais du contrôle politique ( donc économique ) du monde. Le fameux génie Brezezinsky a flairé très tôt que l'économie capitaliste galopait vers une impasse. Le contrôle économique mondial exercé par les USA ne pouvait que produire ce qu'il produit en ce moment. Il fallait donc trouver autre chose. Trouver un truc qui puisse permettre l'écoulement des biens de consommation produits par le capitalisme en évitant la concurrence des « partenaires occidentaux ou assimilés.

Pour ce faire, nul besoin d'un nouveau Yalta. Les allées et venues des uns et des autres ( dirigeants d'Etats concernés ) étant plus discrètes.

Donc partage du globe par zones d'influence. USA: Amérique latine, Japon:extrême orient, Europe:Afrique. Et si « les américains » ont tant foutu de bâtons dans les roues du char européen, c'est qu'il ne leur convenait pas tout à fait.

Mais là où réside le véritable génie de Brezezinsky c'est son découpage, il n'oublie pas les pays de l'est. Il les fait participer. Dans son projet, les pays occidentaux possèdent une technologie de pointe et peu de main d'œuvre. Cette dernière sera, par contre, nécessaire dans les pays à salaires réduits, où les syndicats n'existent pas ( ou du moins n'ont pas le même rôle que « chez nous » ). Et pour affirmer ces propos il suffit d'analyser les diverses rencontres qui ont eu lieu à partir de 74-75-76 entre responsables du PCI ( Italie ), des représentants de multinationales et des dirigeants de l'URSS. C'est précisément à cet endroit qu'il faut comprendre le fondement du fameux compromis historique de Berlinguer, de la valorisation du PCI au détriment des autres partis par la presse aux ordres des multinationales.

Donc partage du monde en fonction des zones d'influence. L'économie japonaise calque de l'économie des USA, interlocutrice privilégiée s'il en est de cette dernière, a la charge de tout l'extrême orient ( voir les récents accords Chine-Japon, le désengagement progressif mais constant des USA de cette partie du globe, Viet nam, Corée, Thaïlande, Laos...., le départ des troupes américaines d'occupation du Japon, mais aussi d'un grand nombre d'îles du Pacifique.

## Les Etats Unis et le continent américain

Maintien des régimes de droite au pouvoir dans les divers pays du continent. Appui direct ou indirect de tous les coups d'Etat ( Brésil 64, Bolivie 71, Uruguay et Chili 73, intervention militaire U.S. à Saint domingue 65.. )

Il n'y a pas que l'Europe qui soit en retard. Même que c'est le capitalisme allemand qui fait remuer tout le monde pour que ça marche. En France, les vieilles badernes du RPR n'ont encore rien compris et s'attardent sur les mièvreries du nationalisme.

Gageons que le PCF a du se faire rappeler à l'ordre par ses parrains, les militants de celui-ci doivent maintenant être habitués à retourner leur veste, même que les entourures ne doivent pas les gêner ! La fameuse restructuration des industries ( donc du capital ) ne pose pas trop de problèmes au PS, qui va pouvoir ainsi s'asseoir à la même table que les fiers de l'UDF sans rougir grâce à la présence de son grand frère germain.

Que viennent donc foutre les minorités nationales là-dedans ?

Pour qu'il y ait une Europe ayant une visée politique cohérente il faut au préalable que les dirigeants des Etats concernés soient sensiblement d'une même visée politique. Pour que les garants d'une même sensibilité politique se trouvent à la tête d'un Etat, il faut qu'ils développent une campagne sur tout le territoire qu'ils veulent contrôler. Cela ne pose pas de problèmes en RFA, Belgique, Luxembourg, pas trop en Italie et au royaume uni.

Quand à la France...divisée par la Lorraine, la Bretagne, l'Occitanie, le pays Basque, la Catalogne ( nord ), la Corse et les autres dont on ne parle pas assez ou qui ne font pas parler d'eux...il pourrait y avoir des problèmes si ces minorités sortaient de leur corporatisme, levaient la tête hors de leurs « frontières » et s'apercevaient que l'Europe ça les concerne aussi. Et que l'Europe qui les concerne n'est pas celle qu'on leur ( nous ) concocte dans les salons parisiens. Qu'au lieu de parler de culture opprimée, ils parlent dans leur langue de structures fédéralistes et s'auto-organisent maintenant dans leur actuelle survie, afin de court-circuiter les projets technocra-

tiques, afin d'effectuer des échanges directs de leur production entre elles, afin de combattre l'esprit nationaliste qui les submerge et leur obstrue toute perspective en dehors de l'Etat castrateur. Mais il n'y a que l'ASOB ( association solidarité Occitanie Bretagne ), regroupant des militants bretons et occitans désireux d'établir des circuits économiques courts, du producteur au consommateur, qui montre quelques perspectives ( encore que ce ne soit pas sans problèmes cf Combat breton de mars 79 )

Parce que cette Europe des multinationales, de la paix sociale, de la cogestion, des « Berufsverbot », des conventions anti-terroristes, c'est déjà ce contre quoi nous nous heurtons quotidiennement dans notre petit hexagone.

Le marché capitaliste restructuré au profit des multinationales c'est les frères Willot qui rachètent pour les saborder les petites et moyennes filatures des Vosges afin d'investir au tiers monde où la main d'œuvre est moins chère. C'est Citroen qui s'installe en Roumanie avec des crédits publics ( 2,5 milliards d'investissement ) dont une partie de la production sera réexpédiée vers l'ouest. C'est la liquidation de la sidérurgie lorraine; c'est une nouvelle division et orientation « européenne » du travail, c'est avec l'entrée de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal, la mort complète du vignoble occitan ( 100-000 ha ) déjà commencée avec l'Italie; c'est le bronze-cul de l'Europe sur des zones entières, immondes fardins de plaisance, avec parcs, patrimoines culturels et OS de la terre, derniers vestiges d'une civilisation gommée à coups de rentabilité, expansion, modernisation... Ce sont d'autres zones, ruches industrielles au langage intraduisible d'horaires, de cadences, de primes... façonnées à coups de « techno-structure », industries de pointe et autres gadgets illusoirs.

La loi anti-casseurs en France, la loi Reale en Italie, la loi anti-terroristes en Espagne, la loi Karamanlis en Grèce, l'Etat-major de crise en RFA, les réformes du code pénal et militaire dans le canton de Bern ( Suisse ), la répression en Irlande... c'est l'espace judiciaire européen

en qui s'installe... c'est l'unification européenne de la répression qui existe déjà à l'Etat larvaire.

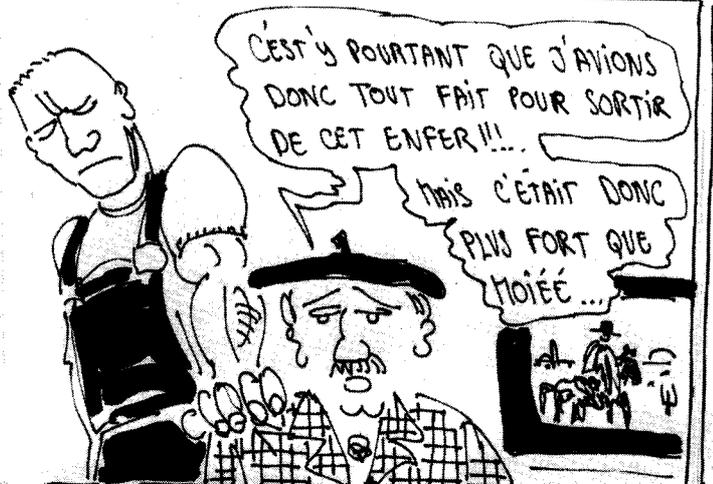
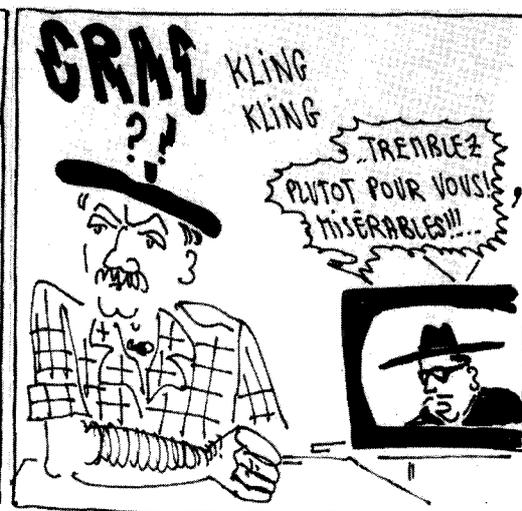
Alors quand Carrero Blanco grimpe au balcon, quand les banques se volatilisent en Corse, quand le procureur Buback prend sa peau pour une passoire, quand les coups de feu claquent en Occitanie, quand les pilônes de TV s'écroulent bouffés aux mites en Bretagne, quand les flics confondent pruneaux et prunos en pays basque, quand les protestants trébuchent brutalement en Irlande, quand les patrons doivent se munir de jambes de bois en Italie, quand des palais sont noircis par la fumée, on ne peut que se réjouir ( ça ne veut pas dire qu'il faut seulement applaudir ). Cela démontre que des gens veulent sortir du rôle de pions que certains planificateurs leur ont froidement octroyé, ça veut dire que des gens veulent récupérer leur pouvoir de décision sur leur vie quotidienne dont on les a spoliés par la délégation de pouvoir ( le vote ). Ça veut dire que les rangaines marxistes du centralisme bureaucratique ça ne marche pas, ça veut dire que les refrains anarchistes sur le pacifisme sont à réviser.

Acculés au seul moyen d'expression qu'il peut rester sur l'éventail déjà restreint des possibilités d'émancipation, il est évident que la lutte armée ne peut que rencontrer des sympathies. A nous de déterminer notre clarté politique ( cf les définitions nébuleuses du fédéralisme, de l'autogestion ), de casser l'isolement politique que produit la clandestinité de la lutte armée ( qui conduit rapidement à l'élitisme et à l'avant-gardisme ), et par conséquent d'être moteur de la mise en pratique de l'illégalité de masse, de la violence de classe. Il ne s'agit pas de trouver ici un plaidoyer pour le terrorisme, celui-ci n'est que le produit du renforcement de la répression, produit également de la montée des tensions et des antagonismes sociaux. Il a l'avantage de poser brutalement le problème de la résignation ou de la lutte! Mais aussi il nous interroge perfidement sur le contenu de nos motivations révolutionnaires.

LE PEREçant

LA TRILATERALE SE PORTE BIEN





**E**n janvier de cette année un petit groupe de trois ou quatre chômeurs va voir la CFDT pour constituer un comité. Des tracts sont distribués, le comité se fait connaître, en particulier au cours des Etats Généraux pour l'emploi où le stand tenu par le comité, devenu unitaire avec la CGT, voit défiler beaucoup de monde, plus de 80 personnes. La décision est prise de constituer un comité unitaire CFDT-CGT. De quelques-uns le comité rassemble alors une bonne vingtaine de personnes, mais l'intervention d'une organisation d'extrême gauche en désaccord avec les orientations prises par le comité d'une part sert de prétexte à la CGT pour se retirer, surtout décourage pas mal de monde. D'une vingtaine au comité on tombe à une poignée. Depuis les actions engagées sur le problème des transports gratuits et à l'ANPE, et surtout l'arrivée dans le comité, en avril, des stagiaires Barre en grève, ont permis de regagner du terrain, le comité regroupe actuellement entre 40 et 50 personnes, 15 à 20 personnes régulièrement présentes aux réunions malgré un renouvellement constant, certains trouvant du travail.

Transports gratuits pour les chômeurs.

Dès le départ cette revendication nous a semblé justifier une action prioritaire. On a été voir la CGT qui, en principe était d'accord; mais les modalités de l'action ont été discutées entre les deux unions départementales CGT-CFDT. Le comité trop peu puissant alors s'est pratiquement trouvé pris en otage. On avait envisagé de faire une manifestation, remise 4 ou 5 fois; elle a enfin lieu le 4 avril, après plus d'un mois de négociations; mais elle ne se déroule pas comme prévu, sur 300 personnes 250 militants syndicaux CFDT-CGT, le comité n'apparaît pas en tant que tel, il rassemble peu de monde malgré une grosse diffusion de tracts qui avait bien marché, qui était très unitaire. Mais seuls les sigles syndicaux apparaissent, le lieu de réunion du comité n'était même pas mentionné. Au lendemain de la manif on se retrouvaient 4 ou 5 alors qu'on avait espéré, à partir de cette action grossir les rangs du comité.

On a malgré tout continué, on est parvenu à faire des auto-collants à l'aide d'un ordinateur. Un premier tiré à 3 000 exemplaires appelait à la manif; un autre tirage de 13 000 invitait à imposer la carte de chômeur comme titre de transport. Depuis tous les contrôleurs ont un petit couteau et ils passent leur temps à gratter. A mots couverts on appelle à ne pas payer et à ramener les amendes au comité. A mots couverts car le comité n'est bien sûr pas capable de résoudre le problème et d'assurer la défense de ceux qui ont des amendes. Il s'agit plus d'un acte militant. A ce propos on a donné un communiqué à Libération qui au lieu de le passer comme ça en a rajouté en annonçant que le comité de chômeurs appelait à ne pas payer le métro. Le lendemain il y avait deux flics à chaque station. Signalons qu'il semble bien que des policiers se trouvent parmi les contrôleurs du métro. On en a vu qui contrôlaient les cartes de séjour des immigrés. Un jour un copain se fait contrôler et refuse, il y a bousculade, il sort finalement son ticket. Le lendemain on trouve le soit-disant contrôleur qui attendait devant la Bourse du Travail. ( un RG? )

Parallèlement à ces actions on a fait des démarches administratives: délégations à la direction des TCL le 4 avril qui nous renvoie à la préfecture. Délégation à la préfecture, ils conviennent d'un rendez-vous 8 jours plus tard, on y va et on refuse de nous recevoir. Un mois après on va au conseil de la COURLY, mais la question n'était même pas à l'ordre du jour. Depuis on a écrit à chaque conseiller pour que se soit discuté.

## Les actions à l'ANPE.

Dès le début on a essayé de s'imposer dans les locaux de l'ANPE, avec des distributions de tracts. Une première fois on rentre à 4 dans les locaux on fout des auto-collants partout et on distribue des tracts. Une seconde fois on est 25-30, les stagiaires Barre s'étaient joints à nous et le comité avait grossi, on a carrément occupé les locaux de la rue Boileau. Le directeur nous a dit qu'il ne peut rien et nous renvoie à la direction régionale rue de Sèze, on entre à 30 dans le bureau du directeur en exigeant un local à l'ANPE et un panneau d'affichage. Il nous dit que si on était pas content on avait qu'à bien voter (!). Et il fait mine de nous faire sortir de force, il y a bousculade, il parle d'appeler les flics, on lui signale que s'il veut nous faire de la publicité... On part dans la presque île rue Grenette on s'installe; on discute, on distribue des tracts, pas de local? On met des chaises en rond et on organise une AG, une dizaine de personnes y participent en plus de tous les membres du comité. On a pu partir quand on a voulu, seuls des RG rodaient autour de nous. A cette occasion on a pu rencontrer le responsable CFDT de la rue Grenette, on lui a proposé une réunion qui a lieu 8 jours plus tard; 25 militants représentaient 4 ANPE et l'ASSEDIC, on envisageait des actions communes qui prendraient en compte la réorganisation prévue de l'ANPE qui doit passer sous le contrôle des chambres de commerce ou d'industrie et à travers elles des patrons locaux. Pour le personnel c'est grave. On lui met sur le dos tout ce qui ne fonctionne pas et on pourra licencier « le mauvais personnel ». On doit se revoir bientôt.

Du côté des stagiaires Barre, ils étaient deux groupes en grève, un parce qu'on lui faisait suivre un stage bidon au lieu de la formation promise; l'autre parce qu'on prétendait lui donner une formation professionnelle en les faisant travailler à la chaîne... Début mai on s'est rendu avec eux à une exposition des meilleurs travailleurs de France au Palais de la Foire. Au moment où le préfet faisait son discours devant pas mal de monde les stagiaires l'on coupé et lui on demandé comment dans les conditions qui étaient les leurs on comptait faire d'eux « les meilleurs travailleurs de France. » Le préfet a répondu de façon assez insultante qu'il considérerait la question. Du coup la presse en a parlé et on s'est fait connaître.

Notre dernière action a eu lieu le premier juin. On a été dans les ANPE avec des panneaux expliquant qu'on exigeait toujours un local et un panneau d'affichage.

## Les problèmes des liens avec les syndicats.

Pour l'avenir on voudrait constituer un comité autonome soutenu par la CFDT la CGT, dans lequel les chômeurs et les chômeuses définiraient eux-mêmes leurs actions. C'est très contesté y compris dans la CFDT. On nous rétorque qu'il faut garder le lien avec les travailleurs « qui travaillent », ce sur quoi on est bien d'accord, tout à fait même, mais ça peut se faire en liaison avec la commission chômeurs de la CFDT et éventuellement avec celle de la CGT, si elle veut! Il n'y a pas besoin d'être chapeauté par un permanent CFDT. Ce que voudraient certains à la CFDT c'est que le comité de chômeurs applique une ligne politique définie au conseil de l'UD; on nous a dit qu'il y avait d'autres moyens d'être liés avec les travailleurs. Quand il y a une lutte, pour les 35 heures ou une augmentation des effectifs, on peut contacter les gens de la boîte, en tant que comité, directement pour discuter avec eux des moyens d'agir en commun. Si la CFDT acceptait il n'y a pas de raisons



# ANTI-

Aujourd'hui les expulsions, demain les déportations

**L**a grève entamée il y a deux mois et demi par les 50 femmes de ménages immigrées de l'INSA pour obtenir des meilleures conditions de travail « transport, salaires décent, travail toute l'année ou chômage technique etc » se poursuit actuellement, au rythme de deux heures par jour, dans l'indifférence quasi générale. L'enjeu de cette grève est particulièrement important. En effet, elle a lieu au moment où, les lois Stoleru et Bonnet adoptées dernièrement par l'assemblée nationale, les pratiques policières racistes « rafles, tabassages, et contrôles » et les mesures d'expulsion qui se généralisent, ainsi que les prises de position nationalistes de certains partis ou syndicats, marquent l'offensive délibérée du pouvoir à l'encontre des immigrées, la recrudescence des idéologies racistes et l'instauration de l'arbitraire en matière sociale. C'est pourquoi des luttes comme celle de l'INSA, dans l'immédiat et à plus long terme, resteront révélatrices et à plus d'un titre. C'est un combat qui avec d'autres, permettra, notamment à l'Etat, d'apprécier le degré de mobilisation et de résistance du mouvement anti-raciste et donc déterminera d'une certaine façon, l'application des mesures répressives prises par rapport à l'immigration.

En ce qui me concerne, j'ai commencé à m'intéresser de près aux problèmes des femmes de ménages de l'INSA en participant à la grève de la faim entreprise par une vingtaine de personnes devant les locaux de l'administration de l'INSA le dimanche 13 mai. En quelques jours, j'ai pu me rendre, de manière générale, de la médiocrité de la magouille des syndicats ainsi que la démobilitation des étudiants. Pendant toute la durée de la grève de la faim, les négociations inter-syndicales—étudiants—administration se sont poursuivies chaque jours. L'objectif premier constitué par les revendications des femmes de ménage s'est rapidement vu relégué en seconde position au profit de la levée des inculpations de 5 étudiants accusés de séquestration ( incident avec hamelin, directeur de l'INSA ). Les délégations syndicales ont assez vite accepté le chantage d'hamelin, parlant « d'une grande victoire » : l'administration s'engageait à retirer les plaintes concernant les 5 étudiants si, d'une part, le campement des grévistes de la faim et de ceux qui les soutenaient disparaissaient, et, d'autre part les étudiants en grève depuis les inculpations, reprenait les cours. La collaboration des organisations syndicales avec le pouvoir s'est ainsi une fois de plus confirmée. L'acceptation des conditions d'Hamelin par les dites organisations dans l'euphorie d'un réformisme béat, malgré la vive opposition et les mises en garde d'une partie des grévistes regroupés autour du campement, a conduit :

- à la démobilitation des étudiants de l'INSA, à leur reprise des cours le jeudi matin avec la promesse de leur part de reconduire la grève. Le mardi matin suivant ( ce qui n'a évidemment pas eu lieu car l'INSA est en période d'examen yehh ).

## UN COMITÉ DE CHOMEURS A LYON

pour que la CGT refuse. Pour l'unité d'action cela permettrait d'entrer en relation avec toutes les boîtes, même lorsque la CFDT est absente ou lorsqu'il y a une inter-syndicale. Le sigle que nous revendiquons c'est d'être un comité de chômeurs « soutenu par la CFDT par la CGT.

Par ailleurs on a d'autres projets... Faire un journal qui serait affiché : dans les entreprises et vendu dans les ANPE. La CFDT peut nous le permettre matériellement. Faire une fête en septembre ou octobre pour se faire du fric. ■

# RACISME

- à la disparition du soutien constitué par les grévistes de la faim dont la forme de lutte était jugée dangereuse et irresponsable, sortant de la routine ( de plus il y avait le spectre largement mis en évidence d'une intervention policière dans la nuit ). Cependant, les grévistes de la faim, étaient d'accord pour la poursuite de la grève.

- par conséquent, à l'échec des revendications des femmes de ménage, qui, lors d'une AG s'étaient prononcées pour le maintien de la grève estudiantine.

Ce que je pense sur un plan plus global, et qui n'est pas nouveau, c'est que les instances syndicales actuelles en place sont totalement inaptes à la résolution des conflits sociaux hors du cadre institutionnel étatique et que le mouvement étudiant - s'il existe - est incapable, dans sa majorité, d'une solidarité effective envers les luttes extérieures à son milieu.

- malgré leur isolement les femmes immigrées continuent actuellement une grève de deux heures par jour, le matin soutenu à la fois par le syndicat CFDT qui seul montre une certaine honnêteté, malgré son hostilité vis à vis du comité de soutien des femmes de ménage. Il est extrêmement important qu'une mobilisation effective qui, si elle ne peut pas se réaliser avec les étudiants de l'INSA se fera à partir d'éléments extérieurs à l'INSA, se développe le plus rapidement possible car il reste une dizaine de jours avant les vacances, période idéale pour les expulsions ( elles sont dans une période de renouvellement de leur carte de séjour ). Il faut noter que le peu de garanties et de promesses obtenues depuis le début de l'année ne tiennent absolument pas compte de ce risque.

Il est possible de contacter le comité de soutien des femmes de ménage par l'intermédiaire du comité anti-expulsions qui se réunit tous les mercredis soirs, à partir de 21H, à la MAJO impasse Metral à Villeurbanne. Les annonces des réunions lieux, dates et heures seront ainsi faites à la Librairie La Gryffe 5 rue Sébastien du même nom à Lyon: on peut également exercer un soutien efficace en étant présents au piquet de grève, les matins du lundi au vendredi 6H 8H: rendez-vous entrée administration.

\*\*\*\*\*Yves\*\*\*\*\*  
\*\*\*\*\*

**Très important: les anti-racistes ont rendez-vous à Lyon les:**

- vendredi 22 juin à Vaise ( salle des fêtes ) avec JM Le Bihan poil aux dents - langage robot - stop.  
- samedi 23 juin à 18H à Bellecour ( rassemblement re poil aux dents - puis cortège de manif ) et à 20H30 à la mairie du 6ème..

## L'AFRIQUE DU SUD EST UN PAYS RACISTE.

**L**e 6 juin Marchais donne une surboùm au Palais des Sports à Gerland. Le matin, à l'INSA, comme tous les matins, les femmes de ménage immigrées font piquet de grève ( vous êtes tous invités ). La CFDT leur explique qu'il faut aller à Gerland, pour ramasser des sous: ces gens-là sont avec nous, ils sont gentils, ils donneront des sous. Je me permis quand même de contredire le permanent CFDT en rappelant que le PC n'est pas si gentil que ça, qu'il y a des racistes au PC, que la PC ne fait rien contre le racisme et les expulsions, ni pour l'égalité des droits entre français et immigrés.

J'aurais pu m'éviter cette peine, le PC se chargeant de la démonstration.

Certaines, déjà sceptiques, ne vont pas à Gerland. Les autres se pointent avec leurs banderoles. D'abord le PC n'aime pas les gens en groupe. Ensuite, il n'aime pas les gens qui ne veulent pas prendre leur carte, surtout quand ce sont des immigrées et des femmes de surcroît. Allons donc c'est la moindre des choses quand on va voir Marchais, de prendre sa carte! Ces arabes ni connaissent pas la politesse!

Donc elles voulaient entrer, elles voulaient collecter des sous, et elles ne voulaient pas leur carte. Ca n'a pas cogné, mais presque. Un ouvrier de Manufrance, venu de Saint-Etienne, a entamé le dialogue: « retourne dans ton pays ».

Elles n'ont pas vu Marchais, mais ce qui est sûr, c'est que Marchais n'a pas dit « retourne dans ton pays ». Marchais sait avoir du tact.

Le lendemain, la CFDT se contenta de dire: c'est parce que on est pas de la CGT. Ca manque un peu de profondeur. Le permanent m'a expliqué, la CFDT ne veut pas parler du racisme, c'est trop difficile, les ouvriers et ouvrières français sont trop racistes; la CFDT préfère parler de la précarité de l'emploi ( des racistes ), de l'intérim, du chômage ( des racistes ).

Je reproche à la CFDT de prendre les gens pour des cons. Au PC je ne reproche rien.

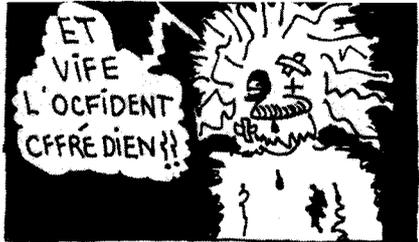
Demain il n'y aura peut-être plus de chômage, d'intérim, pour les français et françaises et assimilés. Les immigrés actuels seront tous retournés chez eux, on en importera d'autres, pour trois mois, six mois, de pays où on aura pas encore appris à ouvrir sa gueule. Mais ils resteront invisibles, comme ça on ne sera plus racistes.

Les babas seront cools, les ouvriers qualifiés et les ingénieurs de gauche. Nous gueulerons tous contre l'Afrique du sud, pays raciste comme chacun sait.

# CHOC DE CIVILISATION

(OUI, LA VIE EST D'UNE MORNE BANALITÉ...) BY NANAR ...

Je fais souvent le rôle change et pénétrant d'une femme inconnue... *لقد كنت دائما دورا متغيرا ومختلعا من امرأة غريبة...*



C'EST LE PRINTEMPS!... BIENTOT LA ZONE DANS LES CHAMPS... LES FLIRTS DES SOIRÉES D'ÉTÉ... LE PIED!...

OUI!...

TU N'ES QU'UNE SALE PUTAIN!!! TU M'ENTENDS SALE POTE?? UNE PUTAIN??!

?!!? ?!!? MAIS LAISSE MOI!...

TU AS COUCHÉ AVEC LUI! SALOPE!! MAIS AVOUÉ!!!

MAIS NON! JE T'EN PRIE!...

MAIS, IL EST FOU, CE MEC!! IL FAUT FAIRE QUELQUE CHOSE!...

NON, NON, LAISSE LES!!... N'Y METS PAS TON GRAIN DE SEL!...

SALE PUTAIN! SALOPE!!!...

LAISSE! C'EST LEUR CODE A EUX!! C'EST PAS GRAVE! C'EST LA CULTURE ISLAMIQUE QUI VEUT ÇA, T'EN MÊLE PAS!!

JE VAIS T'APPRENDRE A ME RESPECTER!!! PUTAIN!!

SI TU INTERVENAIS, ILS NE COMPRENDRAIENT PAS!! LE MEC S'IMAGINERAIT QUE TU TE METS DANS UNE POSITION DE CONCURRENCE VIS À VIS DE LUI!!...

JE SUIS TON HOMME!!!...

MAIS C'EST ÉVIDENT QU'IL VA LA PASSER A TABAC!... CA NE FAIT RIEN!!... C'EST LEUR CODE AMOUREUX QUI VEUT ÇA!

ET MON HONNEUR!! SALE PUTAIN!

ALLI!!! ARRÊTE!!... JE T'EN SUPPLIE!...

TU RÉAGIS COMME UN EUROPÉEN!! IL FAUT SAVOIR RESPECTER LEUR MODE CULTUREL, MÊME SI TU NE COMPRENDS PAS TOUJOURS!!

TU CROIS QUE TU PEUX COUCHER AVEC QUI TU VEUX??!



Amicales des grandes terres  
C/O Mme DOUVILLE  
1 rue Louis-Blériot  
07500 Granges les Valences

messieurs,

Nous vous prions de trouver ci joint un texte relatant la situation de notre amicale de locataires et co-propriétaires, à Granges les valences dans l'Ardèche.

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire paraître ce texte, car il nous paraît important que cette information soit donnée au public, lequel s'imagine, à tort, que les « droits » des locataires sont, sinon respectés par les propriétaires ou gérants d'immeubles, du moins reconnus par la justice.

Vous remerciant par avance, nous vous prions d'agréer, messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

La présidente de l'amicale,  
M. Trouban

AVRIL 1979

Le 26 janvier 1978 se crée une amicale de locataires, dans une co-propriété, à Granges-les-Valences, Ardèche. Cette amicale prend contact avec la société gérante de l'ensemble, dans le cadre du protocole du 18/12/72 signé entre l'Etat et les sociétés de gérance d'immeubles, et des accords de la Commission Permanentes, pour demander un certain nombre d'informations, notamment en ce qui concerne la répartition des charges locatives. Les démarches sont restées sans suite, les courriers refusés. L'amicale demande alors aux membres du conseil syndical de la co-propriété de prendre position, et informe le syndic de cette démarche. TROIS JOURS PLUS TARD la secrétaire de l'amicale ( dont l'appartement est géré par le syndic de la co-propriété ) reçoit son congé pour la prochaine échéance du bail, le 31/1/79.

Ce congé est contesté par l'intéressée ( mariée, mère de famille ) qui est assignée par le gérant devant le tribunal pour validation de congé.

Avant même que ce procès ait eu lieu le même gérant donne congé à la présidente de l'amicale... et le 3/4/79, le tribunal valide le congé donné à la secrétaire....

Cette société gérante se sent donc bien forte pour montrer publiquement que ces congés sont donnés de toute évidence afin de couler l'amicale, de l'empêcher de réaliser le but pour lequel elle a été créée, but reconnu et légitimé par le statut d'association loi 1901.

M. et Mme D. ont signé un bail de location le 1/3/78 toujours avec cette même société. L'appartement était

très vétuste, et avec l'accord écrit de la société, ils refont peintures et tapisseries, et en octobre 1978, remettent la facture de leurs frais à la société, pour remboursement, selon l'accord antérieur. Quelques jours plus tard, ils reçoivent leur congé, et « leurs factures ne leur seront remboursées que s'ils vident les lieux ». M. et Mme D. contestent ce congé, et donc sont assignés devant le tribunal.

Derrière ces faits,  
quel est donc le but visé ?

La loi nous autorise d'un côté à défendre nos droits; mais d'un autre côté, elle protège sans aucune réserve le droit des propriétaires, en l'occurrence d'une société immobilière, à vider sans avoir à donner de motif, des personnes dont le seul tort a été de demander des explications, des informations.

Le secteur de la co-propriété est un domaine très réservé, sur lequel les amicales ont beaucoup de mal à démarrer, on comprend les sociétés immobilières... Il s'agit d'un secteur essentiellement axé sur la rentabilité, donc en conséquence :

- il s'agit de ne pas perdre de temps avec des locataires qui veulent défendre leurs droits
- ne pas laisser n'importe qui mettre son nez dans les comptes de répartition des charges locatives, les contrats d'entretien des installations etc
- éviter que les gens ne communiquent entre eux, et donc s'arranger pour faire régner la peur tout azimuth, un locataire demande une information, fait une réclamation, il reçoit par retour du courrier son

congé pour la prochaine échéance du bail.

- donner une information réduite et floue concernant les obligations des locataires vis-à-vis de la co-propriété ( une vingtaine de lignes dans le bail ) certaines de ces obligations n'étant même pas respectées par les propriétaires eux-mêmes.

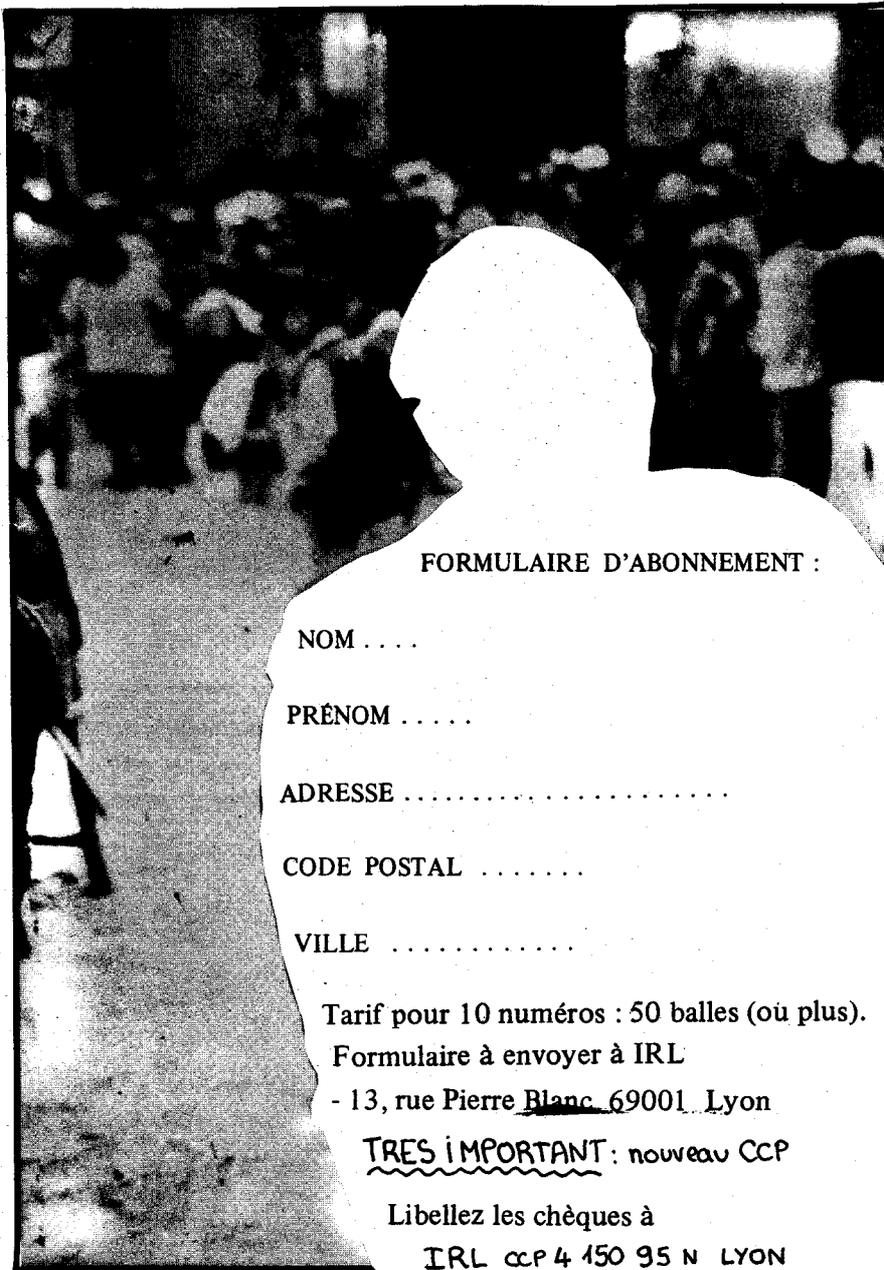
- informer les habitants de la co-propriété de telle sorte qu'ils n'aient pas d'alternative, par exemple il n'y a aucune signalisation dans la co-propriété concernant la circulation, un jour on voit apparaître sur les panneaux d'affichage intérieurs, des notes d'informations « si vous garez votre voiture dans telle rue, il n'y aura pas d'avertissement, on vous enverra un huissier », signé : le gérant. Résultat, la peur et pas d'action concertée.

- éviter toute concertation de la part des locataires ( et co-propriétaires d'ailleurs, car la situation est à peu près la même, à la nuance près qu'eux sont chez eux, et qu'on ne peut pas les vider ) qui pourrait aboutir à une prise en considération de leurs droits.

Chacun sait les avantages d'une action collective, inutile donc de les rappeler.

A Granges-les-Valences, presque tous les logements locatifs se trouvent en co-propriétés, et donc la situation de tous ces locataires est grave si aucune amicale n'arrive à s'implanter, en juillet prochain, avec la libération des prix pour les logements, combien allons-nous payer notre condition de locataires ?





FORMULAIRE D'ABONNEMENT :

NOM . . . . .

PRÉNOM . . . . .

ADRESSE . . . . .

CODE POSTAL . . . . .

VILLE . . . . .

Tarif pour 10 numéros : 50 balles (ou plus).

Formulaire à envoyer à IRL

- 13, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon

TRES IMPORTANT : nouveau CCP

Libellez les chèques à

IRL CCP 4 450 95 N LYON

SOUS-UNZORBA



COMMUNIQUE

L'Association pour le Soutien de la Liseuse et du Claviste qui ont participé à la confection d'IRL dans la nuit du samedi 17 juin au dimanche 18 juin revendique ( yeesh texte à chanter sur l'air très connu de: « Viens manger ta soupe ce soir y'a du vermicel dedans » de Buck Cherry ).  
 La liseuse exige une chaise à roulette comme le claviste car elle estime qu'y a pas d'raison ( ouais... ).  
 De plus il serait souhaitable que pour leurs heures de délire militant ( pas du tout, pas du tout sur un air bien connu

de Dacques Jutronc ) qu'on leur serve du thé à la menthe et des loukhoums ( texte à chanter sur l'air très connu: « Viens manger ton couscous ce soir y'a du vermicel dedans » parole de l'égyptien ça date, musique du tunisien Bourgoipas.  
 ...Help help help ( traduction simultanée ) à l'aide à l'aide à l'aide, ...plus d'oxygène... plus d'oxyg... plus d'ox... pl.....  
 .....passe.....  
 le piolet....la corde....j'peux plus.....  
 AAAAAAAAAAAAAHHHH(S).

Dernière heure  
 Deux corps viennent d'être retrouvés. Nous pensons qu'il s'agit de notre fabuleuse équipe de composition dont nous tairons les noms.  
 Après autopsie, il semblerait que leur mort soit due à un manque d'oxygène alors qu'ils tentaient de redescendre par la face Nord de la montagne de canettes de bière ( l'origine de sa venue est encore inconnue )????  
 Une canette est ouverte ( poil à l'enquête ).

**Q** :- Lors de notre précédente discussion, à Paris, nous nous sommes arrêtés à la veille du 23 mars ( voir IRL n. 27 ). Pourriez-vous à présent nous parler de cette journée d'action ?

R : — A peu près 5000 personnes de Longwy sont venues à Paris ce jour-là. Dès le matin une scission s'est opérée au sein des manifestants : un groupe réuni autour de la CFDT ( environ un millier de personnes ) a décidé de partir avant la fin des discours des pontes syndicaux. Il y a eu des incidents avec le service d'ordre de la CGT, qui ne voulait pas qu'on marche en tête. On était environ 300 à 400 mètres devant la manif officielle. Des groupes de lycéens parisiens, des gauchistes et des autonomes nous ont rejoints.

A la République, on s'est sentis un peu perdus dans la foule isolés des autres. Les flics ont chargé à Opéra. Ça a surpris beaucoup de gens de Longwy, leur nombre et leur volonté de casser la manif à coups de matraques. Parce que jusque-là, à Longwy, ça n'avait jamais été violent. Même lors de l'occupation du relais télé, de l'attaque du commissariat, ou de l'occupation de la préfecture : les longwiciens avaient trouvé les flics très durs, sur le coup. Mais ils avaient voulu l'être réellement, ça aurait été un vrai massacre. En fait, personne n'avait été blessé, arrêté ou contrôlé, au cours de ces actions...

Par contre, à Paris, les flics voulaient cogner. C'est eux qui menaient l'offensive...

**Q** : — Eux ou une partie des manifestants ?

R : — Des mecs ont balancé des trucs sur les flics, bien sûr. Mais ces derniers ont riposté de suite, très violemment. Les gens de Longwy étaient venus sans savoir très bien ce qu'ils allaient faire. Et ils se sont retrouvés dans un truc qu'ils ne contrôlaient pas. C'est sans doute pour cela qu'en revenant ici, il y a eu comme du flottement pendant un bon bout de temps. Parce que beaucoup découvraient la violence policière. Ils s'apercevaient que, la plupart du temps, quand on est face aux flics, on n'a pas le dessus. Bien au contraire.

— Enfin, le 23 mars s'est soldé par les arrestations qu'on sait : deux mecs de Longwy. L'un, adhérent à la CFDT, a été relâché de suite. L'autre, Roger Marin, non syndiqué et chômeur, est toujours en taule. Il a été jugé en appel hier, sans avoir beaucoup été soutenu : la CGT a vidé le tribunal, une trentaine de militants CFDT ont défilé enchaînés devant le commissariat, et c'est à peu près tout..

**Q** : — Comment les sidérurgistes ont-ils ressenti la manif ? Est-ce qu'ils pensent que ça a favorisé ou desservi leur lutte ?

R : — La plupart des gens n'avaient pas envie de faire une promenade en venant. Mais rien de précis n'avait été envisagé. La manif dans Paris, ça les a déroutés, personne ne se sentait à l'aise, à cause de la dimension tout autre des choses, en particulier des forces de répression.

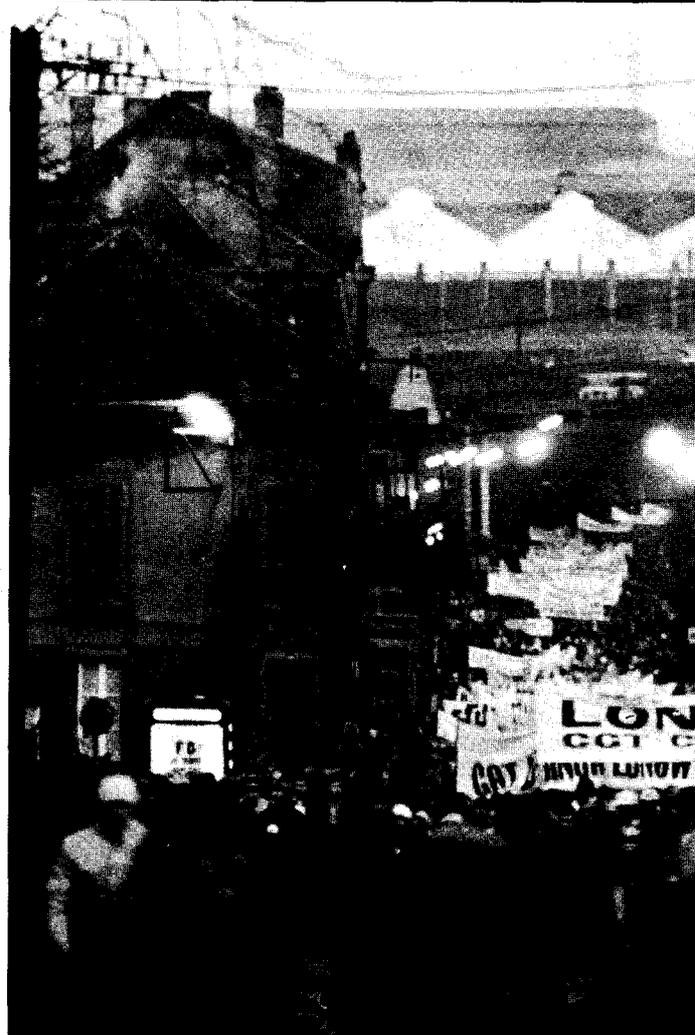
— Pour la CFDT de Longwy, cette manif a desservi la lutte, parce que elle n'avait pas de but. Il fallait soit se promener, soit cogner les flics, dans des conditions qui n'étaient pas favorables... Et puis, il n'y avait aucun contact entre les différents groupes de sidérurgistes. C'était conduit par la CGT : ça a juste permis d'acclamer Marchais paradant à la fenêtre de l'Huma...

**Q** : — Longwy, pour certains, c'est le fer de lance de la lutte radicale. Radicale parce que violente, ces deux termes étant souvent abusivement confondus...

R : — Oui, la vision quasi mythique du prolo demeure très forte dans certains milieux... De la stratégie des autonomes à Paris. Lancer les premières actions pour

# LON

Cette fois, c'est nous qui sommes allés à Longwy. On a nos oreilles enregistrées et on a posé des questions...



# LONGWY

1/2 du monde... du beau monde même. On a laissé traîner



Photo Christian Avril

que les sidérurgistes participent aux affrontements et qu'on puisse dire ensuite : « Vous voyez, ils y ont été »... Mais c'est vrai aussi qu'à Longwy, il y a toujours eu une certaine sympathie pour les autonomes, dans la mesure où ils se font cogner et sont en butte à la répression...

*Q : – Dans leur communiqué, les autonomes ont prétendu avoir agi avec la CFDT de Longwy. Qu'en pensez-vous ?*

*R : –* Les autonomes n'ont pas été seuls à lancer des canettes, c'est sûr. Seulement, il font de la récupération, quand il prétendent que la CFDT a négocié avec eux et qu'elle défend leurs thèses. Ils se comportent comme n'importe quel parti stal. ou social-démocrate (pléonasme ! )...

– Ca a pas plu aux gens de Longwy de lire dans leur communiqué qu'ils pensaient tous comme les autonomes. Parce qu'ils ont pas besoin qu'on pense pour eux...

Ce qui m'a fait personnellement chier dans la manif, ce sont les mecs qui nous ont rejoints en se cachant derrière les badges CFDT. L'attitude des libertaires m'a semblé plus honnête : ils sont venus avec leurs drapeaux rouges et noirs...

En fait, au moins pour les gens les plus radicalisés, la violence des autonomes n'a pas été au centre du débat. La journée du 23 a plutôt été analysée au niveau de « Pourquoi cette manif ? » Ca a servi à quoi de suivre les cégétistes ? Maintenant, il y a certainement des personnes qui pensent que les autonomes ont cassé la manif, et que leur action a nui aux sidérurgistes.

*Q : – Que s'est-il passé après le 23 mars ?*

*R : –* Il y a eu un double creux, dans la discussion et dans l'action. La minorité droitrière de la CFDT a tenté de reprendre les choses en main dans la section, tandis que les leaders de la fraction « dure » tendaient à refuser tout débat, de peur que la majorité de la CFDT soit contre leur politique.

– En ville, l'occupation de la centrale à oxygène, commencée avant le 23 mars, a continué, avec des coupures d'oxygène par intermittence pendant une semaine. Mais en fait, c'était plutôt symbolique : les flics auraient pu intervenir facilement, il y avait à peine une douzaine de militants...

– Puis il y a eu le rassemblement de Dunkerque, une idée de la CFDT. La veille ou l'avant-veille, on a appris que la section d'Usinor-Dunkerque avait été suspendue. Les gens de la radio SOS Emploi, qui avaient été invités par elle, y sont allés quand même : on n'a pas osé les vider, mais ils n'ont pas pu émettre comme ils le désiraient. La réunion a commencé par un discours du maire, contre les « éléments irresponsables » ... Alors, des gens ont commencé à gueuler. On a dit à propos de cet incident que « le Prolétaire » avait alors débordé les syndicats.

En fait, il y avait des prolos de Longwy, Dunkerque et Denain, et des gauchistes, parmi les « chahuteurs », mais surtout des militants syndicaux. Tous les orateurs ( même de la CFDT ) ont été hués. Mais les organisateurs ont réussi à empêcher le débat, d'abord en plaçant le 5 000 chaises autour de l'immense tribune : il fallait s'arracher le micro pour parler, ça a déclenché des bagarres... Puis en appelant à une manif sur Dunkerque. Deux slogans résumant bien l'affrontement entre ceux qui, dans la salle, voulaient manifester en ville, et ceux qui voulaient discuter : « des actions, pas de discussion » d'une part, et d'autre part « la parole aux travailleurs »...

– Nous, on recherchait une coordination entre les différentes régions, à travers un forum-débat à la base, pour

continuer la lutte. En fait, il y a eu une amorce de discussion, sur la grève générale, le ralentissement de la production... Mais, dans de telles conditions, on ne pouvait pas vraiment s'exprimer...

*Q : - S'il y avait eu débat, pensez-vous que l'unité des sidérurgistes aurait pu se faire, alors qu'il semble exister des intérêts antagonistes entre les différents bassins ?*

R : - Suivant le contexte, il n'y a pas la même façon de voir la lutte, ni de se battre, mais je ne peux pas dire qu'il y ait rivalité.

Dunkerque a une usine moderne. Sans problème de restructuration comme à Longwy. Les revendications touchent les conditions de travail : les 35 heures, la cinquième équipe, et 300 F d'augmentation pour compenser la perte du pouvoir d'achat.

A Fos, c'est le même problème, mais avec une classe ouvrière plus aguerrie. En effet, la moitié de ses effectifs est d'origine lorraine. Les gars ont déjà bossé ici, ils connaissent la lutte ouvrière, bien plus qu'à Dunkerque, où la majorité du personnel est composée de paysans ou d'anciens pêcheurs.

*Q : - Que c'est-il passé après Dunkerque ?*

R : - Du 23 mars au premier mai, on a senti que la lutte retombait, il n'y avait presque plus d'opérations coup de poing, et toujours pas de discussion... Mais c'est alors que la grève de l'aciérie a commencé... La direction d'Usinor a tenté de virer 12 mecs appartenant à une équipe de l'aciérie. Une grève s'est déclenchée immédiatement, qui a touché peu à peu tous les secteurs de l'usine. Puis il y a eu le premier mai. Une manif inter-syndicale avait été proposée à Longwy-haut par la CGT (environ 2 000 personnes). La CFDT, quant à elle, avait projeté une opération contre le CRS. Il faut rappeler qu'ils ont leur cantonnement au commissariat depuis le soir où ils sont venus protéger le relais TV pour que l'émission avec Marchais ne soit pas sabotée comme l'avait été celle de Giscard. Ils ont du être réclamés par la Maire ou le député...

Enfin le premier mai, on a décidé, à la CFDT, d'empêcher leur relève. On a bloqué les voies d'accès à Longwy, au moyen de camions et autres engins. Les cars ont fait demi-tour, puis ont finalement réussi à passer par une route qu'on ne contrôlait pas. On s'est donc retrouvés avec tous les CRS dans le commissariat, qu'on a assiégé. Ça a assuré jusqu'à dix heures du soir. On était très minoritaires ce jour-là : à peu près deux cent mecs de la CFDT, et une centaine de personnes qui se sont jointes à nous, beaucoup de jeunes qui passaient. Et puis des curieuses, des familles sympathisantes.

- La CGT a mis en garde la population contre cette action d'une « pincée d'éléments douteux, étrangers à la région, auxquels c'étaient joints quelques jeunes travailleurs abusés ».

Le soir, les flics y ont mis le paquet. Ils ont reçu des renforts de CRS (en tout, ils étaient bien 500). Ils ont chargé, et il y a eu des blessés.

Cette journée a pas mal reveillé les gens. Mais les relations entre la CGT et la CFDT en ont pris un coup...

- Pendant ce temps, l'occupation de l'aciérie continuait, avec des piquets de grève de la CGT. Mais on s'est vite rendu compte que les gens n'étaient pas prêts à lutter au niveau de l'usine, pour des raisons financières entre autres. Après une dizaine de jours, un vote a été organisé, pour savoir ce qu'on devait faire : sur 450 aciéristes, à peu près 90 votants, moitié-moitié pour la continuation. La négociation avec la direction traînait ; 5 personnes, dont le directeur, le chef du personnel, un

ingénieur ont été séquestrées... Un meeting proposé par CFDT et la CGT s'est tenu, et les flics sont arrivés. Un nouveau moment fort pour Longwy. Les sirènes des usines, les cloches des églises ont sonnées. 2 000 personnes se sont rassemblées, avec des cocks, des lances à incendie... Le face à face a bien duré deux heures. Puis les élus sont arrivés pour négocier. Les flics sont remontés dans les cars, escortés par la foule, mais les personnes séquestrées ont été relâchées... Et, bien sûr le lendemain les patrons ne sont pas venus pour discuter. Ils ont fixé un rendez-vous à Metz. Ça c'est un peu arrêté comme ça. Huit des mecs ont été repris, quatre mutés...

- Le 17 mai, une journée d'états généraux était prévue à Metz, par les appareils régionaux CGT, CFDT et FEN. Il y avait un petit stand Longwy, pour vendre des disques, histoire de dire qu'on était présents. Mais quand on est rentrés, ce soir-là, les sirènes sonnaient et les gens se rassemblaient devant les locaux de la LCA (radio Lorraine Cœur d'Acier).

- Il faut dire que depuis deux jours, la LCA était brouillée. Déjà, le seize mai, une opération coup de poing avait été montée par des mecs de la CFDT et quelques CGT. Pour piquer un des réémetteurs dont la police se sert pour parler d'une voiture à une autre. Mais quand les mecs sont arrivés à l'endroit où l'appareil se trouvait, la porte avait été forcée et le matériel cassé. Des gens étaient passés avant l'opération « officielle »... Le même soir, la CGT a organisé des barrages de routes, autour de Longwy, avec des pneus, du bois... Une carcasse de bagnole a brûlé à Pont-Saint-Martin. Un douanier s'est fait tabasser. Nous, on a barré la route de Metz, jusqu'à ce que les flics interviennent...

- Le 17, comme le brouillage continuait, une centaine de gens, se sont rendus à l'appel de la LCA au relais. A peu près 1 500 personnes décidées à se battre. Des familles avec des gosses aussi. Pendant deux heures, on est resté face aux flics qui gardaient le relais. Il y a eu une caricature de négociations : la CGT a exigé l'arrêt des brouillages et le départ des flics. C'était plus radicale que d'habitude de sa part. Surtout qu'en présentant ses propositions aux gens rassemblés, un leader de la CGT a dit que le préfet, en le refusant, porterait la responsabilité de ce qui arriverait. Ce soir-là, la CGT semblait rechercher un affrontement avec les flics : c'est ce qui s'est passé. Les flics on grenadé sans sommation et à tir tendu, pour dégager l'endroit. Trois mecs ont été gravement blessés (ils sont restés à l'hôpital jusqu'au 4 juin). Les gens ont reflué sur la place de Longwy-bas. Les jeunes ont pété deux banques, les locaux du « Républicain Lorrain » et de « l'Avenir du Pays-haut » (1). Au cours des affrontements, quelques magasins ont été endommagés...

*Q : - Alors vous avez fait comme les autonomes à Paris ?*

R : - Non, pour les magasins ce n'est pas une volonté délibérée, c'est venu autant des flics que des manifestants, lors des échanges de projectiles...

- Les affrontements ont duré jusqu'à trois heures du matin. Des gars sont montés au Centre des Impôts de Longwy-haut et ont brisé les portes, les vitres et du matériel. Mais très peu de dossiers ont été abimés. Dans le même temps, pour la première fois à Longwy, 5 types se sont fait arrêter : quatre d'entre eux remontaient chez eux à Longwy-haut, le cinquième passé non loin du Centre des Impôts. Jamais on n'avait vu ici une telle volonté offensive des flics, pour déblayer le terrain. Dès la première charge, ils ont utilisé leur matériel à fond, des grenades offensives, des lacrymos à tir tendu... Ils étaient 500 contre 1 500 manifestants...

### NOUS AVONS RECU DE BICICLETA

« Nous, les soussignés, exprimons notre opposition à l'ouverture du procès militaire de l'objecteur de conscience José Luis Navazo Gandeco en raison de ses déclarations au magazine Bicicleta; l'accusation militaire demande jusqu'à six ans de prison pour le crime supposé d'offense à l'armée, armée qui est donc en Espagne encore juge et partie. Sans préjuger du contenu de ses déclarations nous estimons que la liberté d'expression est une condition indispensable à la saine entente entre les gens. »

— Le 17, le gouvernement, sentant que la lutte faiblissait a voulu en finir. Alors que jusque là, les flics avaient essayé de ne pas matraquer trop, pour éviter d'aggraver la situation... Le cinq mecs sont passés en flag à Briey le lendemain. Plusieurs centaines de personnes sont venues les soutenir. Alors les juges ont décidé de repousser de six jours leur jugement, et leur ont accordé la liberté provisoire. C'était une victoire pour nous : ce genre de décisions est plutôt rare. Le gouvernement ne voulait quand même pas aller trop loin. Le mercredi suivant, lorsque les inculpés sont passés en justice la mobilisation a été encore plus importante, un millier de personnes... Alors ils ont tous été relaxés. Du point de vue juridique, il n'y avait aucune preuve, de toute façon, puisqu'ils avaient tous été arrêtés en dehors du lieu des affrontements...

— Depuis, à l'intérieur des usines, il ne se passe presque plus rien. La CGT est retranchée derrière sa radio : LCA a un émetteur de 600 watts, on la capte jusqu'à Nancy, sur modulation de fréquence et petites ondes. Sa puissance permet de surmonter le brouillage qui a tué radio SOS Emploi... C'est un pôle de vie très important pour la CGT, d'autant qu'elle est installée dans les locaux de la Mairie, et que des gens viennent continuellement voir fonctionner la radio et s'exprimer. Dans l'ensemble, il existe une certaine liberté d'expression sur l'antenne. Mais quand on a 6 ou 7 animateurs en face de soi, on a bien du mal à ne pas se laisser manipuler...

— Quant à la CFDT, elle est déliquescence. Ses opérations coup de poing continuent, mais elles sont de plus en plus espacées dans le temps, et elles rassemblent de moins en moins de monde : ce sont des actions mineures.

*Q : — On a l'impression que pour tout le monde, s'est rapé... On voit même des délégués CGT demander leurs 5 briques et se barrer.*

*R : — Oui, c'est de plus en plus clair que le mouvement est au point zéro. Tout le monde essaie de s'en sortir individuellement, et de se démerder à son niveau.*

— A la Chiers, les licenciements vont commencer en août (à peu près 1 500 personnes). Pour Usinor, il y a un report d'un an. A Cockerill, on ignore encore ce qui va se passer : mais de toute façon, c'est la boîte qui va survivre ici (on a construit une nouvelle aciérie à oxygène qui servira aussi à Usinor). Les gens sont ainsi très incertains quant à leur avenir.

*Q : — C'était bien joué, par le gouvernement. Après l'annonce des licenciements, la réaction viscérale des gens... Le report d'un an pour les licenciements à Usinor a aidé à calmer un peu les esprits...*

*R : — C'est sûr, il existe aujourd'hui une démobilisation due à deux causes :*

1) La prime de départ volontaire de 50 000 F, qui intéresse principalement les jeunes, ceux qui ont moins de 5, 6 ans d'ancienneté, et les immigrés qui, avec une prime comme celle-là, rentreraient bien chez eux. En fait, dans l'histoire, ils se font bien trander.

2) La retraite à 50 ans. Les sidérurgistes se sont toujours battus pour avoir une retraite assez tôt, du fait des conditions de travail très pénibles. Alors, quand on leur fait des propositions qui semblent avantageuses, les gars qui ont 36 ans d'usine et de feu continu derrière eux, ben, ils se démobilisent, ils sont plus dans la lutte.

— Les jeunes en ont rien à foutre de la sidérurgie : les cinq briques, c'est un moyen d'échapper à l'usine, de faire quelque chose, de voyager... En fait, ce sont surtout les familles installées ici, avec des crédits et une baraque, qui ne savent pas trop quoi faire.

— Le report d'un an, ça permet de trouver des solutions pour s'en sortir... Parce que personne n'a envie de rester pour finalement être licencié sans un rond, ou recycler dans l'automobile, par exemple, et travailler à la chaîne avec une forte diminution de salaire...

*Q : — Qui a le droit aux cinq millions ? Et pourquoi dites-vous que les immigrés se font trander ?*

*R : — Théoriquement, tout le monde a droit à la prime, et ça peut faire plus de cinq millions, avec l'ancienneté... Mais les immigrés doivent rentrer dans leur pays pour toucher l'argent. Et le gouvernement en palpe une bonne part au passage. L'Algérie en prend une partie ; le Maroc la moitié, payant le reste sur dix ans... C'est sans doute pour cela que les immigrés ne se précipitent pas pour demander la prime. Ils veulent bien rentrer chez-eux, mais à condition de toucher l'argent en France. Pour s'acheter une voiture de 3,5 millions par exemple... rentrer avec, payer un million de taxes, puis soit vivre de la voiture, soit la revendre dix à quinze millions en francs équivalents et s'acheter autre chose...*

— Maintenant, pour les français aussi, il y a un problème, d'après un copain qui travaille aux Assedic : il semblerait que, une fois touchée la prime de départ, il n'aurait plus droit au chômage, tout juste une aide publique. Alors, financièrement, ils auraient peut être plus intérêt à attendre les licenciements, pour toucher 90 % de leur salaire en étant au chômage...

*Q : — Combien de gens on pris leur compte à peu près ?*

*R : — Il y a trois semaines, 600 demandes avaient été faites, dont 300 définitives. Mais c'est sûr que ce mouvement s'accroît de plus en plus. Chaque cas est examiné par l'employeur, en fonction de ses disponibilités du moment en fric et en personnel. De temps en temps, quand ça ne les arrange pas, les patrons « gèlent » les demandes...*

*Q : — Quelle est la position des syndicats par rapport aux licenciements et aux travailleurs qui demandent leur compte ?*

*R : — Il existe un double langage, à la CGT comme à la CFDT. D'une part, celui des revendications, où tout le monde reste assez clair, en disant : « pas de licenciements » ; c'est ce qui a réuni les gens au départ dans la lutte... Et d'autre part, celui de la réalité quotidienne, quand on réalise que beaucoup de gens ont pris les cinq millions, ou demandent à le faire, ou partent en retraite*

anticipée. Mais parmi les militants très combatifs du début... on ne peut évidemment pas les traiter de défaits. Parce que, si on veut bien réfléchir un peu, les licenciements auront lieu. C'est clair depuis le début du mouvement. A fortiori maintenant où la lutte faiblit. Bien sûr, ça contribue pas à arranger les choses. Mais, malgré tout, parmi ceux qui ont pris les cinq millions, il y a encore de gens combatifs.

*Q : — Aujourd'hui, comment la population juge-t-elle les différents syndicats ?*

*R : — Une partie de la population estime que ça suffit, qu'il y en a marre de la violence : des commerçants, des petits cadres et employés. Le 17, on a entendu des gens dire : « oui, il cassent des vitrines ce sont de jeunes cons... » A l'usine, l'action des syndicats est critiquée, mais on ne propose pas pour autant autre chose à la place. De plus en plus, les « coups de poing » sont l'affaire de militants...*

— En fait, c'est difficile d'avoir une vue d'ensemble des reproches adressés aux syndicats :

La CGT s'en tire assez bien, parce que elle dispose d'une aide au niveau national, qui se traduit par une radio, des

collectes dans toute la France : elle apporte du fric en solidarité, elle fournit des avocats aux types arrêtés... Je ne crois pas que dans la population, on pense qu'elle n'a pas lutté comme il fallait. Pendant toute une période, on a pu croire qu'elle allait se faire déborder. Mais en faite, le 17 mai, c'est elle qui a eu l'initiative pour le mouvement de masse. C'est elle qui a conduit les gens face aux flics : Elle a récupéré la « juste colère des masses » pour obtenir ce qu'elle voulait ( c'était assez nouveau, comme définition des casseurs ). Marchais est venu ici le 22, ça a été un grand meeting, une grosse mobilisation sur toute la région...

La CFDT, par contre n'a aucun soutien au niveau de la fédération de la métallurgie ou de la Confédération. Longwy est une section qu'on veut laisser crever, pour ne pas avoir à la dissoudre. Ce n'est plus qu'un « ramassis de bouffeurs de flics », comme disent les cégétistes, qui n'a plus rien à proposer au niveau de l'action de masse. Elle se marginalise et devient un groupuscule.

*Q : — Le tableau que vous dressez de la CFDT n'est pas très reluisant... Comment, à votre avis, en est-elle arrivée là ?*

*R : — Je crois qu'il existe dans la section une trop forte distorsion entre le niveau de l'action et celui de la réflexion. Les discussions ont toujours été très limitées. A part dans les petits groupes de copains, on n'a jamais réfléchi sur ce qu'on avait fait. Les discours qui ont été tenus sont demeurés très traditionnels, alors que les actions avaient une dimension totalement différente. Dans les tracts, on trouvait par exemple « qu'il faut assumer la violence, qu'on ne doit pas laisser les travailleurs désarmés face aux flics », et puis que « la CFDT va porter plainte contre les violences qui ont été faites le 17 mai...*

De même, il y a un gros décalage entre la dimension d'attaque contre les flics et la revendication : « du boulot »... On n'a rien su proposer contre la caractère presque « réac » de certaines revendications... Je crois que la CFDT a été « faible » sur deux points : d'une part, en ne parvenant pas à être un pôle de regroupement du mouvement dur et radicale ( elle n'a pas eu assez d'audace ) ; d'autre part, en ne théorisant pas à partir d'une situation donnée.

*Q : — C'est pas très optimiste, tout ça...*

*R : — Non, mais tout n'est pas forcément joué. Il se passera peut-être quelque chose le jour où les licenciements deviendront effectifs à la Chiers... Seulement, je ne sait pas quelle dimension cela pourra avoir, dans la mesure, où beaucoup de gens seront en vacance à ce moment-là.*

— Moi, je crois qu'il ne faut pas désespérer. Par rapport à ce que je pouvais penser il y a un an encore, au niveau des possibilités du mouvement de masse, je suis plutôt optimiste... Mais il faut se garder de toute position sans nuances : le mouvement de Longwy, ce n'est ni « le » mouvement révolutionnaire que voudraient voir les autonomes ou l'ultra gauche... Ni un mouvement traditionnel de revendications. C'est quelque chose de plus compliqué que cela. Quand j'en parle, j'ai toujours l'impression que je devrais affirmer une chose et immédiatement après son contraire, pour traduire réellement la situation...

— Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que certains moments du mouvement ont eu une dimension authentiquement révolutionnaire, une ampleur que l'on n'avait pas vue depuis longtemps.

*Vanina et Consort*



RECTIFICATIF :

L'adresse d'OBJECTION est :

OBJECTION

BP 70 — 69202 LYON

D'autre part les réunions du GARM ont lieu de 19 h. à 21 h. au CEP — 44 rue Saint Georges

tel. : 374277

**L**es patrons déclarent que la sidérurgie n'est plus viable à Longwy : c'est leur plan de restructuration qui ne l'est pas. Une aciérie est construite à Neuves-Maisons. Je ne critique pas. Mais le métal devra être acheminé de Neuves-Maisons à Longwy. Ben, en trois ans, le coût du transport, c'est le prix de la construction d'une aciérie à Longwy.

Leur système ne tient pas debout, ils vont au casse-gueule. Ici Usinor ferme des mines et fait venir le minerai du Canada, d'une mine qu'elle a achetée.

Dunkerque est fourni en minerai mauritanien. Mais, en 1981, fin du contract spécial avec la MIERMA, c'est-à-dire fin des tarifs préférentiels. Y a pas de raisons que la Mauritanie ne fasse pas avec son fer comme d'autres avec leur pétrole ou leur potasse. A ce moment-là, le minerai étant trop cher, les industriels retourneront le prendre en Lorraine... Alors, pourquoi casser un outil de travail qui pourrait fonctionner, et pour vingt fois moins que le plan sociale, qui reviendra à 7 milliards, alors que la construction d'une aciérie est seulement de 350 millions ?

Il doit y avoir une logique qui sous tend leur façon d'agir... A mon avis, le gouvernement, qui est majoritaire dans les sociétés sidérurgiques françaises, aide les actionnaires à récupérer leur billes, qu'ils s'empresent de réinvestir ailleurs.

Si Usinor perd trois millions de tonnes de métal en France, elle en gagne deux sur les 17 millions que le Brésil produit. C'est au niveau mondial que le capital se restructure. Comme il n'y a plus de sous-prolétariat en France, mise à part la main-d'œuvre féminine ( que je vois mal employée comme haut-four-niste ) alors on va exploiter sur place le sous-prolétariat du tiers monde. Ça pose moins de problèmes que de le faire venir, et si sa pollue, c'est pas sous nos fenêtres. On va vers des pays qui ont des ressources à mettre en valeur et qui ont besoin de capitaux pour faire vivre leurs habitants. En plus, au niveau de la France se greffe le choix gouvernemental d'une industrie lourde de centrales et d'armements nucléaires. Pour garder ses marchés, la

France en abandonne même d'autres où elle prédominait.

Un marché colossal s'ouvre. S'il y a actuellement seulement neuf pays qui possèdent le vecteur atomique, ça va pas s'arrêter-là. L'équilibre militaire que maintenait la France, avec ses chars et ses avions, elle va maintenant l'assurer indirectement, en vendant des centrales nucléaires.

C'est là qu'on voit que le gouvernement et les actionnaires marchent main dans la main.

Le choix de sociétés du gouvernement correspond bien aux choix de rentabilité des actionnaires. Donc, on peut dire que quelle que soient les installations, la sidérurgie n'est plus rentable en France... dans le système où nous vivons.

D'un autre côté, ça nous permet de garder notre minerai en réserve pour le jour où celui de la Mauritanie, par exemple, deviendra trop cher. Parce que les mines de fer de Lorraine ne sont pas détruites. Elles sont arrêtées, mais maintenues en activité. Ainsi, à Utrieux, chaque matin, 5 mineurs descendent inspecter les galeries, vérifier les boisages, sonder le toits, etc. Et ça fait 12 ans que la mine est arrêtée ! Mais si le besoin s'en fait sentir, dans les 12 heures, elle peut redémarrer.

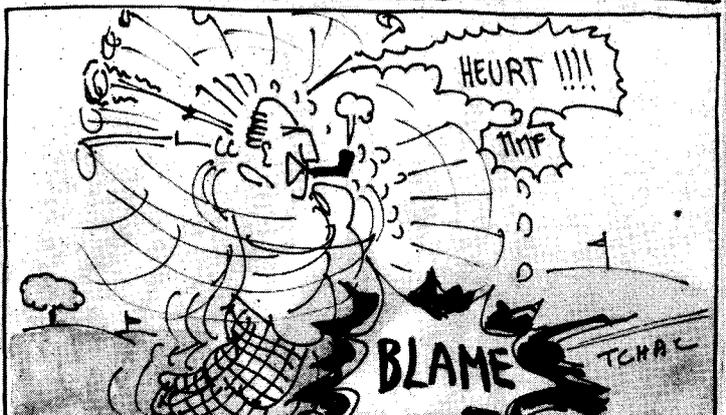
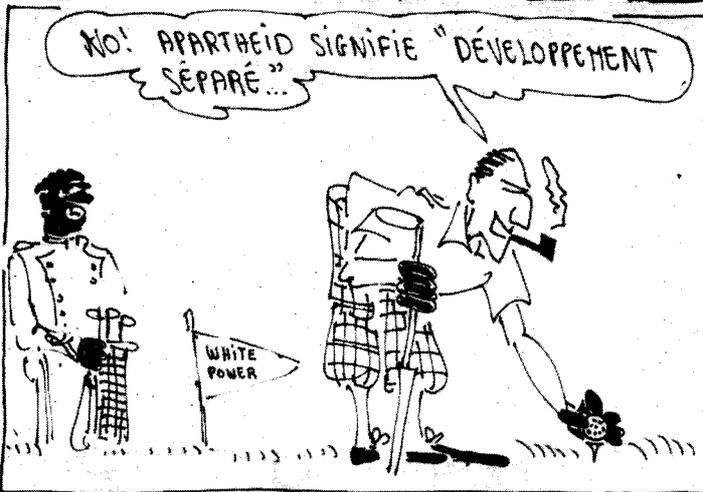
## ■ Une Opinion Sur La Restructuration De la Sidérurgie.

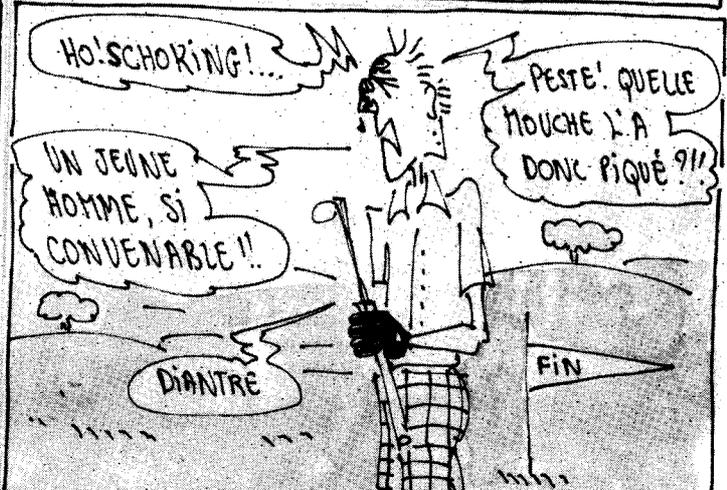
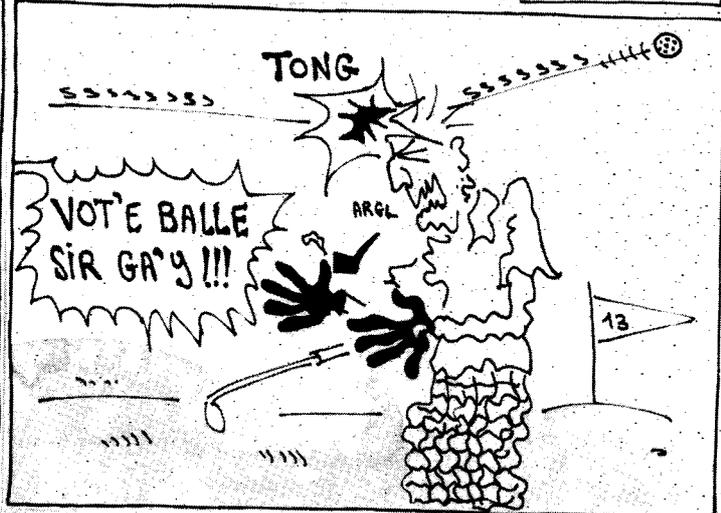
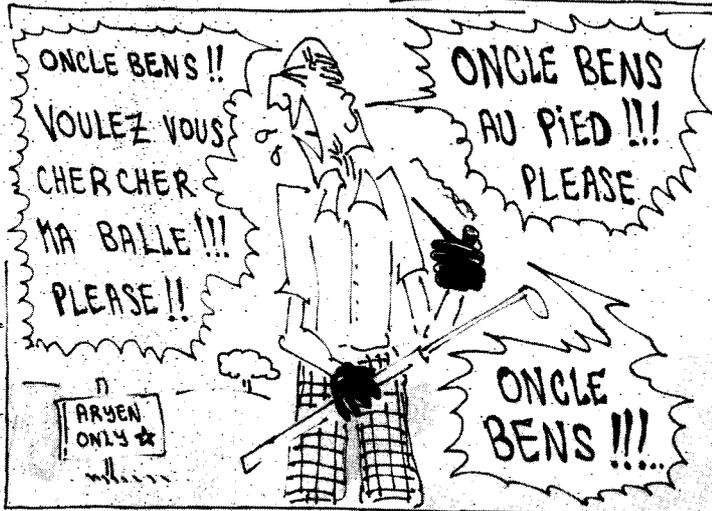
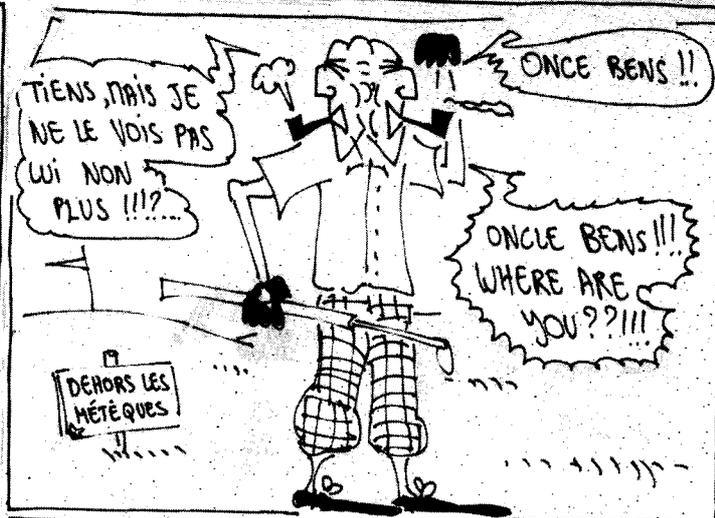
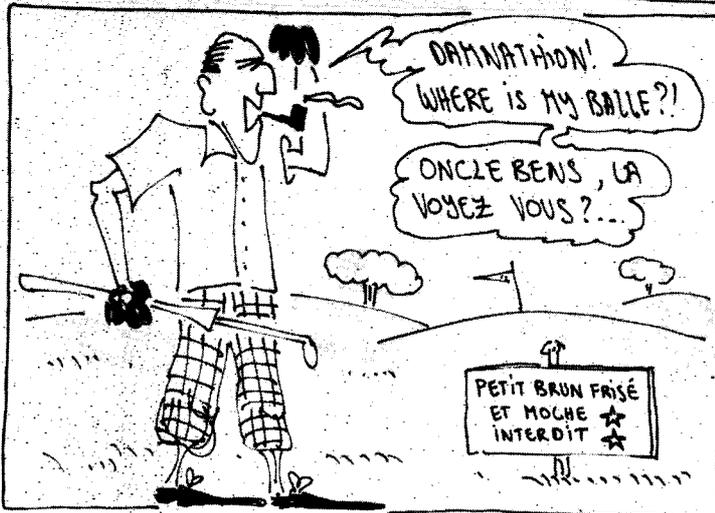
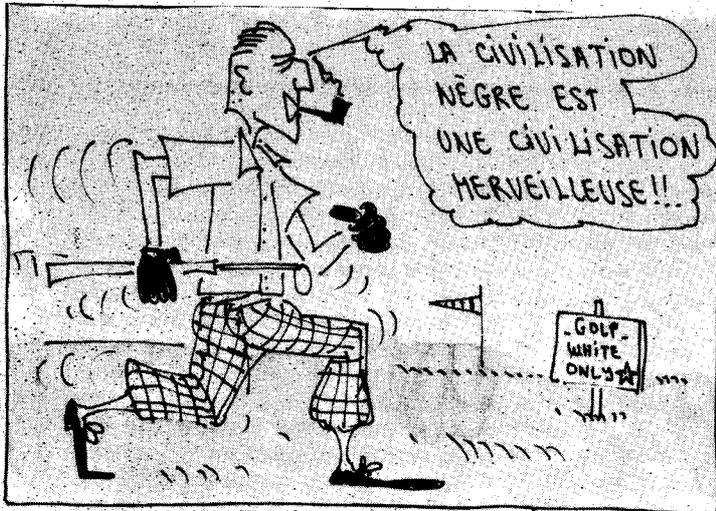


# DEAR GA'Y !!!

IL EST ILLÉGAL POUR UN BLANC ET UN NON-BLANC DE BOIRE UNE TASSE DE THÉ ENSEMBLE DANS UN SALON DE THÉ EN AFRIQUE DU-SUD, À MOINS D'AVOIR UNE AUTORISATION SPÉCIALE...

By NANAR





Interview avec Patrick Font après le spectacle du 31 mai au CCO.

**Q: pourrais-tu nous faire l'historique du groupe?**

R: on s'est connu en 1971 dans un café théâtre à Paris. Le patron cherchait des chanteurs et chanteuses auteurs-compositeurs qui interprétaient des chansons satiriques mais qui ne correspondaient pas forcément à l'esprit des « chansonniers » il voulait changer un peu le style de son théâtre mais progressivement, pas d'un seul coup, parce qu'il savait bien qu'il n'y arriverait pas; il avait toute une clientèle qui vient depuis 1925 difficile à éliminer.

C'est comme ça qu'on s'est connus là-bas.

Alors, bon, on chantait chacun trois chansons et puis on a sympathisé, on a joué au ping pong ensemble pendant un an, je gagnais souvent d'ailleurs...

**Q: l'orientation était déjà donnée? Vous aviez déjà des sketches?**

R: non, disons que assez rapidement on a travaillé ensemble dans le Morvan parce qu'il allait en vacances là-bas et que on a loué des salles des fêtes et des écoles pendant l'été pour faire des spectacles, mais chacun chantait ses trucs séparément, on était plusieurs d'ailleurs.

**Q: quand avez vous commencé à passer à la télé, à avoir du succès?**

R: Oh non, la télé n'y est pour rien là dedans. La télé c'est un truc complètement en dehors de ça. On travaillait séparément quand même on mélangeait pas nos trucs jusqu'au jour où on a écrit un spectacle qui s'appelait « en ce temps là les gens mouraient » et qui était joué avec un troupe de comédiens comédiennes tous débutants amateurs évidemment, et on a commencé en février 73 au « théâtre de 10 heures » mais à 20 heures pas à 22H évidemment ça durait une heure trente. C'est comme ça que vraiment ça a démarré, et que le travail en équipe a commencé.

Alors après, on a écrit deux autres pièces et puis après les pièces, on jouait tous les deux un peu comme ce soir mais séparément: C'est à dire que lui faisait une heure, moi je faisais une heure, et puis depuis trois ans je crois, on mélange tout, les sketches et puis les chansons pour faire un truc plus construit.

**Q: vous faites des galas de soutien?**

R: oui, de temps en temps, des choses comme les objecteurs de conscience, les machins anti-nucléaire, soutiens à quelques journaux qui ont du mal à vivre, de toute façon ils ont tous du mal à vivre.

ça ne convenait pas à leur public.

**Q: et la radio et la télé?**

R: non alors, la télé c'était autre chose, c'était un moyen de gagner du pgnon, moi j'en ai fait pendant 6 mois. J'en ai fait en 73, on m'a demandé de participer à une émission de télé le dimanche toutes les semaines et il fallait au minimum une brique pour démarrer notre spectacle. On était totalement inconnus. Ça a payé une bonne partie des frais, m'enfin d'un autre côté ça nous a desservi parce qu'on peut pas faire à la télé ce qu'on peut faire sur la scène, c'est pas la même chose. Et puis après la télé on en a fait une fois tous les deux ans, le soir très tard quand les enfants sont couchés et les parents aussi.

**Q: on vous choisissait vos chansons avant que vous passiez?**

R: non pour ce qu'on nous a fait faire on nous a jamais emmerdé on a fait que deux émissions; où au contraire ils nous laissaient mettre ce qu'on voulait, et ça passait tellement tard que ça n'avait pas d'importance; c'était l'alibi culturel, l'alibi contestataire de la télé mais ça n'a pas une grande place dans ce qu'on fait, même pas du tout. Nous on s'en fout. La télé!!! A moins d'être complètement libre.

**Q: et en dehors de vos tournées, de vos chansons, vous vivez comment?**

R: Philippe lui vit à Paris, dans la banlieue, il fait un peu de journalisme pour Libération, des fois il fait des reportages, ça lui prend beaucoup de temps et puis moi je m'occupe d'enfants dans une maison d'enfants en Haute-Savoie.

**Q: et les jeunes qu'on a vu jouer à Morestel dans la pièce de théâtre?**

R: ouais, ils sont dans la maison d'enfants, c'est pas une école, mais c'est une maison d'enfants comme li y en a toujours eu...

**Q: mais c'est toi qui l'a commencé?**

R: l'école! ( rires ) oui, tu vois la lap-sus, oui oui, ça fait longtemps que je voulais faire ça. J'avais été instituteur de 60 à 68 ( rires de Pierre ) il y a quand même une coïncidence ou! et je voulais monter ça depuis très longtemps, parce que dans l'enseignement classique je pouvais pas faire ce que je voulais, j'étais absolument complètement opposé à l'enseignement traditionnel étant donné que moi quand j'étais gosse, mes parents m'ont pas mis à l'école... ça fait bizarre de devenir instituteur... On m'a pas mis à l'école parce qu'ils en avaient assez chié avec d'autres trucs' la guerre civile en Espagne... Ils avaient beaucoup souffert de l'autorité, de toutes les formes de répression etc... et ils pensaient que l'école, à juste titre d'ailleurs, c'était encore un instrument qui servait à rendre les gens dépendants.



Enfin mes parents sont quand même des anarchistes à l'espagnole du temps de 1933, du genre bon be c'est assez sympathique quand on discute c'est animé je veux dire.

P : on retrouve d'ailleurs beaucoup de thèmes libertaires dans vos chansons.

PF : Ouais ouais. Mais ma mère si on la retenait pas, je pense qu'elle aurait déjà bombardé l'église une dizaine de fois toute seule. (rire). Elle a besoin de personne.

Quand on grandit dans une atmosphère comme ça c'est amusant et puis ce qui est intéressant c'est qu'on est toujours informé. Ils lisaient beaucoup écoutaient assez souvent la radio pour pouvoir se révolter et gueuler pendant le dîner.... entre la soupe et le fromage. Alors j'ai eu envie de monter une maison d'enfants parce-que la compagnie des enfants d'abord c'est agréable et puis ça permet de leur enseigner des choses un p'tit peu différentes de celles qui sont enseignées traditionnellement.

P : Et cette villa mon cul, existe-t-elle ?

PF : Oui, c'est la maison de Philippe, ça.

P : Avec les jeunes, vous commencez à jouer ?

PF : On fait du théâtre, pour l'instant on fait que ça.

P : Vous êtes sur quelle ville ?

PF : En Haute-Savoie, dans la montagne.

A : C'est à temps plein ? Ça fonctionne comment ?

PF : Oui, si tu veux, ils sont en internat mais disons que les premiers temps c'était vraiment l'internat et peu à peu je pensais quand même à l'avenir bien que nous vivions dans le temps présent et je me disais qu'il faut pas qu'on reste comme ça une sorte de pensionnat, de maison de même, que ça fasse un clan etc. Il faut qu'ils arrivent à connaître d'autres choses, d'autres écoles parallèles. Aller faire des stages ailleurs s'ils ont envie de se lancer dans un domaine précis. Et le théâtre, c'était un moyen de voyager et de connaître du monde et puis aussi de gagner du fric pour vivre. Ils sont six et ça coûte cher, on a un loyer, la bouffe...

A : Ils ont quel âge ?

PF : Ben, de 10 à 16. Ils jouent pas tous bien, hein ; il y en a 4 qui jouent pour l'instant parce que les deux petits encore c'est un peu frais, ça fait qu'un an qu'ils sont là. J'commence à bosser avec eux comme ça, à répéter des p'tits sketches, faire des petites scénettes etc...

Et puis comme c'est des mômes qui sont très très peu allés à l'école. Il leur manque l'exercice de la mémoire. C'est difficile pour eux de répéter plusieurs mots à la suite à partir d'un texte.

C'est très très emmerdant. Alors je suis en train de leur faire l'école d'enfance, de façon un p'tit peu classique. J'ai pas

de méthode révolutionnaire pour leur permettre d'apprendre un texte, ce qui est quand même indispensable.

P : Mais tu veux tourner avec eux ou tu veux qu'ils deviennent indépendants ?

PF : Oh bien pour l'instant, c'est uniquement le boulot de théâtre. On tourne, on gagne du fric, on connaît des gens... Et puis peu à peu il y en a qui ont quand même envie de faire autre chose à côté. Mais ils sont encore bien jeunes pour pouvoir dire : je veux faire ça absolument.

Tout ce que je sais, c'est qu'il fallait qu'on fasse quelques choses de concret, il fallait qu'on bosse quoi, fallait pas qu'on reste comme ça à regarder passer les nuages en attendant... la 24e internationale.

P : Esc-ce que vous avez joué dans des fêtes telle que la fête de l'Humanité ?

PF : Non non jamais !

P : Vous vous seriez fait jeter de toute façon.

PF : (à sa chienne) et Emilie bouffe pas les guedasses t'es grande maintenant !

Confusion ! On retrouve plus les clés de la bagnole de Font. Val les a emportées tout à l'heure en partant à Paris.

P : Sur le fond de vos sketches et chansons, vous appelez tout le temps à la résistance.

PF : A la quoi ?

P : A la résistance, c'est ce qui revient souvent dans vos chansons.

PF : Boff.

P : En même temps on a l'impression de pas mal de désillusion, surtout pour Philippe Val.

PF : C'est difficile de répondre.

JM : Enfin, Don Quichotte.

PF : Faut dire qu'on n'a pas la même expression en général parce-que on n'a pas la même vie non plus. Je crois que lui ce qu'il dit, c'est plus intériorisé par rapport aux problèmes affectifs qu'il a. Et puis moi j'essaie surtout de traduire ce qui se passe en ce moment, avec les enfants, avec la vie que je mène tous les jours.

P : Mais lui est à Paris et toi tu es...

PF : Oui oui, on est dans des endroits absolument différents.

P : Vous vous revoyez juste pour les tournées.

PF : Ouais, mais comme on tourne beaucoup, il n'y a pas de problèmes, on se voit très souvent.

M'enfin c'est pas de la critique systématique mais quand tu mènes une vie à peu près bien, il est normal que tu sois en colère contre ce qui t'empêche de la mener à bien quoi.

D'abord, il y a des enfants, c'est vrai. Les entraves, c'est toutes les répressions qui nous entourent. Les flics qui font chier sur la route, les gens qui t'observent comme des flics, qui t'empêchent d'aller dans leurs champs



comme des flics, qui t'engueulent quand tu rentres dans l'appartement à Paris à quatre heures du matin alors qu'ils savent très bien à quelle heure tu rentre comme des flics. Des flics il y en a partout et ils ont pas tous l'uniforme. C'est la rumeur publique, l'opinion publique, l'administration le tribunal, les académies qui font chier, enfin tout ce qui t'empêche de vivre.

P : Vous n'avez jamais eu de problèmes avec les attaques que vous faites dans vos sketches ?

PF : Non non, on n'a pas de problèmes avec les personnes, même pas avec les groupes, même pas avec les partis. On n'a jamais eu de commando parce que au premier degré il y a quand même une ambiguïté. Je veux dire que quelqu'un de droite ou d'extrême droite qui vient nous écouter, tout ce qu'il retient, c'est qu'on tape sur les communistes, c'est tout. Il est content avec ça, il repart chez lui content. C'est tout ce qu'il a compris et il comprend ce qu'il veut, alors... Et d'ailleurs la plupart des gens c'est ça.

Mais il y a quand même cette entrave là qui est l'entrave des partis politiques, d'une certaine partie de la gauche qui nous refuse d'aller chanter dans les municipalités, dans les Maisons de la Culture comme au Havre ; on ne passe jamais dans les Maisons de

la Culture de municipalités communistes. Une fois, on est passé au on devait y repasser deux mois après et ils ont annulé le contrat en disant que ça ne convenait pas à leur public. Parce qu'ils savent déjà ce qui convient à leur public ! C'est très grave ça.

Les municipalités de droite s'en foutent tant qu'on attaque pas leur porte monnaie directement. C'est ça la droite, c'est une espèce de banque et si tu n'entres pas avec un flingue ça les gêne pas et ils s'en foutent sauf si tu représentes un grand courant d'opinion. Et les municipalités dites de gauche, il y a une idéologie tu comprends. Il y a deux idéologies différentes qui mènent au même résultat puisque tout le monde veut le pouvoir mais les moyens ne sont pas les mêmes.

La droite se sert du fric et elle en a énormément, la gauche entre guillemets, elle en a aussi, mais elle se sert surtout de son idéologie.

P : Actuellement vous avez plus de problèmes à passer dans les municipalités de gauche ?

PF : Et oui, c'est ça parce que, tu comprends, il y a une question d'idée. Si on tape sur un UDR, je peux pas dire que ça va lui plaire, mais il ne se sent pas menacé directement. Ces gens là voient tout à court terme. Ça les gêne pas trop quoi.

Mais quelqu'un qui a une idéologie qui date de plus d'un siècle se sent un petit peu plus éternel. Au niveau de la pensée, il se sent beaucoup plus attaqué. Et puis on attaque quand même une religion ! Ça veut pas dire que j'ai plus de sympathie pour un groupe que pour l'autre puisqu'ils sont tous les deux aussi répugnants et tous les deux se servent de tortionnaires, de services d'ordre, de chiens policiers et s'est degueulasse quoi ! C'est terrible ! C'est les yeux fermés sur tous les crimes qui se produisent tous les jours dans les commissariats et dans le monde entier. Quand la France a appris cette histoire de Bokassa il y aurait dû y avoir une grève générale le lendemain et même les intellectuels n'ont pas bougé. Jean Daniel l'a bien dit à propos des inculpés du 23 mars, même les intellectuels n'ont pas bronché ; c'est épouvantable ! C'est normal, c'est dans l'ordre des choses. Alors évidemment quand tu vois tout ça, ça te fait quand même peur, tu vois, moi je vis avec des enfants d'une façon très très heureuse, j'ai pas peur de le dire parce que c'est vrai et on s'marre bien, on s'fend la gueule, il y a une bonne atmosphère, on s'aime bien et on vit dans une belle région tu vois, alors t'as peur, t'as vachement peur. Paradoxalement, ton bonheur, il

y a beaucoup d'angoisse dedans. (A sa chienne) Et Emilie viens là, t'es encore trop petite pour t'enterrer à l'électronique !

Bon ça tourne pas à la parano évidemment mais il est normal d'être angoissé et puis vis-à-vis des gosses on se pose énormément de questions. (s'en suit une discussion élargie à d'autres personnes sur l'éducation mais passons c'est trop long et pas forcément intéressant pour qu'on s'en lise !).

P : Les sketches que tu joues avec Val, vous les faites ensemble ?

PF : Ah non, on les fait chacun de son côté, on n'a jamais rien écrit ensemble. Chacun chez soi et évidemment comme on est à 600 Km de distance, des fois on se donne un coup de téléphone. On se dit tiens, j'ai trouvé ça et puis après on rassemble les deux trucs. Maintenant, les trucs qu'on joue à deux, c'est des machins qui ont été improvisés. Il y a des gens qui arrivent à écrire à plusieurs, nous on n'a jamais essayé, p'être qu'un jour ça s'fera. La troisième pièce de théâtre qu'on a écrite, ça c'est fait par correspondance mais ce n'était pas destiné à être une pièce, parce qu'il s'emmerdait à Paris à c't'époque là et moi j'étais en Auvergne et je m'emmerdais aussi. Un jour, il m'a envoyé une lettre, il y avait une espèce de feuilleton. Il m'a dit : « tiens on va s'amuser à faire des feuilletons, tu écris la suite et puis chacun écrit la suite et puis on se renvoie les trucs. Au bout d'un mois, il y en avait un paquet comme ça et c'est un an après qu'on a décidé de le jouer. Mais c'était comme ça, pour s'amuser quoi. C'est pour dire que même jusque dans le théâtre, on écrit pas ensemble. Oh et puis quand tu es sur ta feuille de papier, tu fonces tout seul et c'est difficile de discuter en même temps, de dire tiens là on va mettre ça et ça. Il y a des gens qui savent le faire, il y a Lagarde et Michard etc...

Inconnu : Gault et Millaud !

PF : Et bien voilà de gens qui travaillent ensemble.

*Camarades, camarades,*

*Merci d'être venus si nombreux à notre fête annuelle placée sous le signe de l'espoir. Certes vous êtes moins nombreux que l'année dernière, mais par contre vous êtes plus nombreux que l'année prochaine.*

*Merci aux camarades qui nous ont pris une carte et merci aux camarades qui nous l'ont rendu.*

*Cette ventilation prouve que notre partouze bige.*

*Heu!... cette ventilation prouve que notre parti bouge... Au risque de devenir une petite formation, mais comme le disait le camarade Lénine, « mieux vaut une petite nerveuse qu'une grosse parresseuse ».*

*J'en profite pour demander aux camarades dissidents de laisser leurs cartes dans l'état où ils auraient désiré la trouver en la prenant; en effet les cartes qu'on nous retourne sont toutes maculées de taches de graisse et de graffitis tels que: je cite pour les principaux « peuple salaud, Marchais aura ta peau », « la gauche abboie, la droite passe » et « vive le capital en lutte contre les gros travailleurs » et autres vulgarités d'intellectuels qui gagnent leur dos sur le pain des ouvriers en lutte.*

*Je le dis comme le pense le comité central: les intellos nous les brisent et si on les écoutait, on finirait par gagner aux élections, mais notre fête leur reste ouverte et vous pouvez les voir dédicacer leurs œuvres au stand de tir.*

*Maintenant je vous demande le maximum d'attention car notre slogan pour l'année prochaine sera... Vous pouvez noter... Je vous laisse le temps de sortir vos crayons et vos blocs notes... Nous allons en effet renouveler nos slogans, alors voici le slogan pour l'année prochaine modernisé:*

**Non au profit des gros! »**

*C'est un peu dur comme formule mais nous pensons que ça galvanisera les masses et que ça encouragera les travailleurs à ne pas se mettre ne grève sauvagement sans prévenir, ce qui à la limite réduirait nos délégués syndicaux au chômage, car un délégué syndical chômeur ne peut réclamer qu'une chose: du Travail! Comment voulez vous qu'il organise une grève!?*

*Notre Parti se donne un mal de chien à organiser des grèves d'un quart d'heure par mois ce qui est beaucoup parce qu'un mois c'est long. Camarades, il faut vous resaisir, n'écoutez pas les fainéants qui se glissent dans nos manifestations pour diviser la gauche, comme si elle était pas assez grande*

*pour se diviser toute seule. Afin de neutraliser ces éléments incontrôlés et irresponsables nous sommes forcés de créer un service d'ordre nouveau.*

*Heu!... Un nouveau service d'ordre. A part ça tout va bien, il fait beau, continuons dans ce sens.*

*Avant de laisser le micro à Rika Zarai je vous rappelle notre souscription destinée à réhabiliter le camarade Staline que nous allons faire empailler.*

*Merci.*

**L**es souvenirs sont en nous les gouttes des liquides qui constituent notre corps...

Le hasard, le soudain, ouvrent notre peau, on passe...notre compréhension déchirée devient accessible au tragique. Hors du temps, se transforme la matière, le palpable se meut, les grains agitent des contours, et dans l'accès à la gravitation multiple des matières, la pensée lâche les souvenirs de sang.

Dans cette tragédie infime, toutes les tragédies passées, des cadavres puants, puanteur-faiblesse, narines. Nous sommes là. Cette gravitation lente condense les grains, surgissent lentement l'Ammer, penseurs, révoltés, militants, les guerriers.

Notre corps s'enfoncé au loin de ces grains, dans leur vibration il y a notre corps, la force et l'élan très lourdement mêlés.

Là, on a été, dans cet instant hors d'une réalité, la seule réalité d'Être, le temps accompli et se donnant à lui-même.

La lumière s'éteint, on voit à peine. Pourquoi voir encore ?

On oublie même la couleur, il n'y a que cette obscurité.

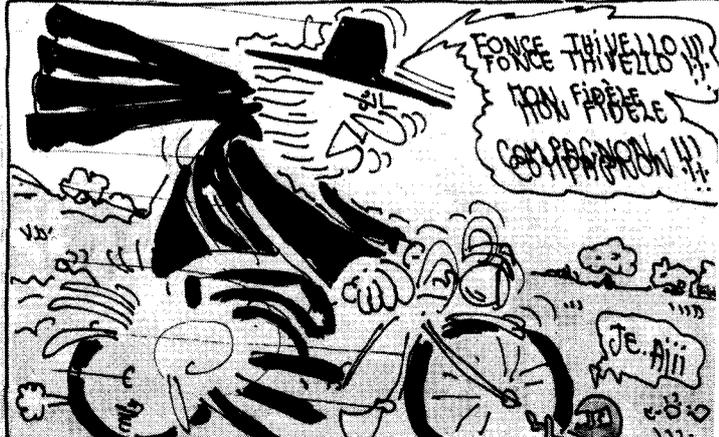
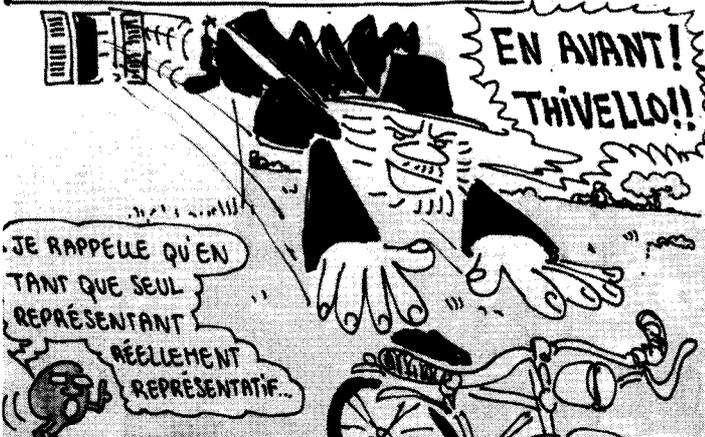
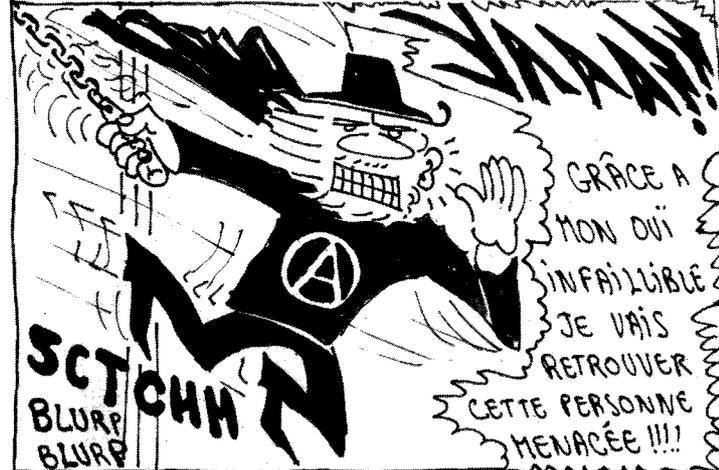
Le cri de l'homme est resté vrillé, détaché du temps, éloigné souvent de notre faim.

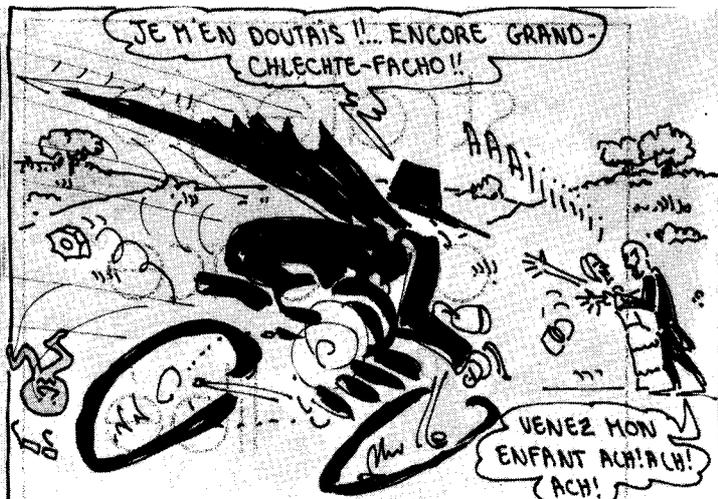
Là on accède à la connaissance.

# PRÉSENTE SUPERNARCHEUX

## 285<sup>e</sup> ÉPISODE: RÉSUMÉ:

L'HORRIBLE GRAND-CALECHT-FACHO S'EST ENFUI (DE JUSTESSE, IL EST VRAI...) EN EMPORTANT LA CAISSE RÉSERVÉE AUX ENFANTS DES LIBERTAIRE NÉCESSITEUX (ET DIEU SAIT S'IL Y'EN A!!...) - APRÈS AVOIR VAINCU GRAND-CALECHT-FACHO DANS SON REPÈRE SECRET DU EINWEINCHENATABEND, GRACE A SON INDOMPTABLE COURAGE ET SA DÉTERMINATION (DÉSINTERESSÉE) IMPLACABLE, SUPERNARCHEUX PREND (ENFIN!!) UN REPOS BIEN MÉRITÉ...





# stratégie annonce libé

« Avec les beaux jours, j'aimerais me mettre au trial. Je cherche donc à échanger ma T 125 Suzuki de cross 76 contre une 125 trial de mêmes caractéristiques ».  
( Annonce Libé du mercredi 16 mai 79...1637 )

Avec des mecs de ce tabac là, le capitalisme a lui aussi de beaux jours devant lui ! Et c'est dans Libé que paraissent de telles annonces, gratuites s'il vous plaît.

Que c'est beau la liberté et la gratuité. D'abord le pétrole on s'en fout, l'énergie c'est nous. Et demain on ira faire la manif à vélo.

Car vous savez la pollution, on est contre. Mais on est aussi pour un Nouvel Art de Vivre. On prend une trial ( fauché si possible chez le marchand du coin malgré son fusil à lunettes et son gros chien de garde ) On y met un peu d'essence ( fauchée aussi dans le réservoir de la 2 cv de l'écolo d'à côté ) Et en route pour la grande aventure verte. A nous les grands espaces.

Et si un connard de randonneur pédestre et attardé se met à gueuler parce qu'on lui viole sa tranquillité, son coin de paysage et aussi un petit peu le petit bout de nature qui lui reste, alors on roule les mécaniques, debout sur les étriers. En grande vitesse on lui frôle le bout des doigts de pieds, avec un grand sourire narquois et méprisant, puis on met plein gaz, pour que ce demeurés à deux pattes en prenne plein les narines. Que voulez vous, on a la virilité qu'on peut quand on est un peu facho sur les bords, et qu'on s'en rend même pas compte ( surtout si on passe une annonce dans Libé ).

Ouais, ça m'est arrivé dimanche passé dans un chouette coin du haut Bugéy. Mais de ça Libé s'en fout. Il fait sa BA quotidienne, grâce à ses annonces gratuites.

Au fait, les motos crossards, les champions du tout terrain, c'est-y pas intégré dans la société de consommation vos conneries pétaradantes et mécanisées ?

Vous croyez tout de même pas que les usines à motos et à buggy, Land rover et compagnie font partie d'un réseau marginal de production communautaire et biologique ?

Vous savez, comrades libérés, la randonnée à pincés, c'est à l'œil.

Et pour finir, quand est-ce que tous les randonneurs se regrouperont pour déclencher enfin une bonne petite guerilla contre l'impérialisme conquérant de ces engins puants dits tout-terrain. Gardarem lou nature. Nom de dieu ( s'il existe ).

Ça serait terriblement facile, parce que ces pétrolettes à crampons tout pétrole, faut pas exagérer, mais c'est bien loin de passer partout ! Et y aurait de bonnes et chouettes embuscades à monter !

Gaucht

P.S. Ça y est, je me décide, j'achète plus Libé au même endroit. Je l'achèterai sur le Larzac, dans une manif à vélos si ce jour là je m'y lis. ■

Cellule  
révolutionnaire  
anti-  
nucléaire  
écologique

COMMUNIQUE

INACTIFS AUJOURD'HUI, RADIOACTIFS DEMAIN.

Messieurs,

nous avons l'honneur de vous annoncer la formation du CRANE ( Cellule Révolutionnaire Anti-Nucléaire Ecologique ) qui a pour objet la lutte contre le nucléaire, pacifique ou militaire.

Dans un premier temps, nous allons essayer de vous montrer ce que peut avoir comme conséquence une société nucléaire. Nous allons vous montrer ce qu'une organisation terroriste pourrait faire si elle entrait en possession de sources radio-actives.

Pour cela nous allons créer un climat de pseudo-terrorisme où nous alternerons la fiction et la réalité. Nous nous débrouillerons pour qu'il ne soit pas prévisible avant notre action de savoir si il s'agit d'un acte réel ou simulé.

nous essaierons ainsi de créer un état de peur chez le public, contrariant ainsi les propos rassurants tenus par l'EDF.

Nous espérons ainsi aboutir à une prise de position des syndicats, partis politiques, organisations... sur le nucléaire et à l'encontre de la dictature que l'on nous impose actuellement.

Nous ne nous contenterons pas de ces démonstrations; nous jouerons également un rôle d'informateurs sur les dangers du nucléaire et les alternatives à y apporter.

Nous espérons que vous communiquerez ces informations à vos lecteurs ainsi que la présente lettre malgré notre anonymat. Cet anonymat nous est nécessaire pour la mise en place d'une certaine mise en scène qui ne pourra pas toujours se cantonner dans la légalité.

Cellule  
Révolutionnaire  
Anti-  
Nucléaire  
Ecologique

« Les centrales nucléaires  
ne seront pas imposées  
aux populations qui s'y opposent ».  
V.G.E. - campagne électorale  
de 1974

messieurs

Le CRANE revendique le vol de 14 sources radioactives sur le campus de l'INSA de Lyon durant le week end du 20 mai 1979. Nous avons ainsi à notre disposition:

- 5 sources de Strontium
- 5 sources de Cesium
- 2 sources de Thallium
- 2 sources de Cobalt

Suite à notre intention d'instaurer un climat de pseudo-terrorisme, ce vol a été commis pour donner plus de crédibilité à la suite de notre action, créant ainsi le doute sur la véracité de nos actions futures.

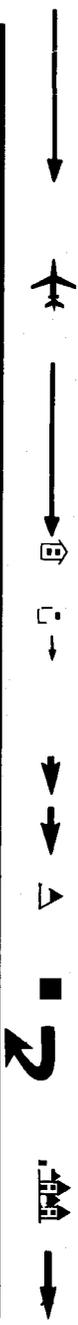
Cet acte avait pour but de démontrer que des personnes mal-intentionnées peuvent facilement se procurer des produits radio-actifs en plus ou moins grande quantité. Avec la prolifération actuelle des produits radio-actifs, il est impossible d'éviter que des vols de plus grandes importances soient réalisés par des professionnels. Que se passera-t-il alors lorsque de tels produits tomberont aux mains de terroristes, de fous ou de criminels ? ( cf la récente tentative de meurtre pour vengeance à la Hague. )

Pour répondre en partie à cette question, nous allons prendre la place de ces terroristes ou de ces fous et vous montrer quel climat cela peut créer. Les sources que nous possédons sont peu dangereuses mais imaginez que quelqu'un reste en leur contact pendant 8 heures par jour...

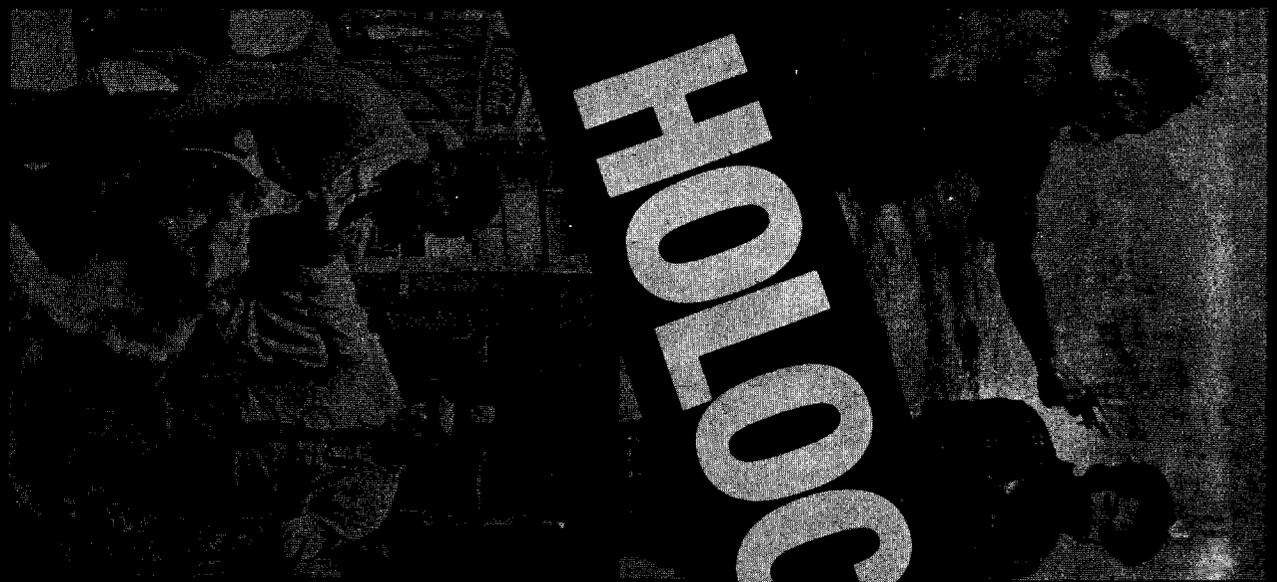
A suivre...

avant d'être irradiés.  
Le CRANE





# FOUOC CAUSTIE



DERRIERE  
CHAQUE  
UNIFORME  
SE CACHE  
UN  
BOURREAU

# I.R.L.